Spécial 1er anniversaire !

Un drôle d'oiseau

Le Couac

Vol. 2 • no 1

Octobre 1998

1,99 $

Pas vu, pas pris
Faire craquer les langues de bois

Une histoire de copinage et de censure fait couler beaucoup d'encre en France depuis quelque temps. Principal témoin dans cette affaire : Pierre Carles, réalisateur. Son film *Pas vu, pas pris* est un documentaire controversé, interdit d'antenne, qui illustre la connivence entre médias télévisuels et pouvoir politique. Sans compter que les questions qu'y soulève le cinéaste ont autant de pertinence chez nous.

En 1994, Carles met la main sur des images d'une conversation entre l'ancien ministre de la défense François Léotard et le vice-président de la chaîne TF1 Etienne Mougeotte. Les deux hommes ne savent pas que la caméra enregistre leurs propos. Ce qu'ils disent ne révèle rien de particulièrement fracassant; seulement, on comprend qu'ils ont gardé les cochons ensemble. Plus précisément, que Mougeotte a besoin d'une intervention de Léotard pour faire avancer certains dossiers en faveur de TF1. Quelques mots de complaisance qui remettent en question l'indépendance éditoriale de la chaîne.

Carles propose ce document à la télé culturelle Arte qui refuse de présenter ce qui lui apparaît comme des « images volées ». L'année suivante, Canal+, que l'on dit moderne et impertinente, lui passe la commande de réaliser un petit film à partir de ces images. Il tourne donc *Pas vu à la télé*, d'une durée de 14 minutes. Et c'est là que ça se gâte.

À des stars de l'information télévisée, il pose cette question : « Peut-on tout dire à la télé ? » Tous répondent avec assurance que la censure n'y existe pas. Puis il leur montre la conversation Mougeotte-Léotard. «Et ça, le montreriez-vous ? Vous en dites quoi ?» Les masques se décomposent, les langues de bois craquent.

La direction de Canal+ refuse de présenter le petit film parce qu'elle juge déloyales et un brin terroristes les méthodes de Pierre Carles. Mais le bonhomme récidive. Dans le paysage médiatique français, il a d'ailleurs la réputation d'un empêcheur de tourner en rond, d'un emmerdeur. Il pousse la controverse plus loin en entreprenant de réaliser un long métrage de quatre-vingt minutes, *Pas vu, pas pris*, où il intègre *Pas vu à la télé* et où il enquête sur les raisons entourant la censure dont il a été victime. Pas gêné, il va jusqu'à enregistrer à leur insu ses conversations avec les personnes concernées. Le joli monde des médias y passe un mauvais quart d'heure....

L'affaire fait boule de neige. *Le Monde diplomatique* s'y intéresse. *Charlie hebdo* lance une souscription pour permettre à Carles de racheter à Canal+ les droits de *Pas vu à la télé* et pour pouvoir distribuer le film. *Pas vu, pas pris* sortira finalement en France le 11 novembre, jour de l'Armistice...

Quelques chanceux ont pu voir ou bien le film, ou bien l'émission de télé. Les opinions sont partagées. Tandis que certains applaudissent, il y en a d'autres qui estiment que le film n'est pas si subversif que ça. D'autres encore désapprouvent les tactiques d'entrevue de Carles. Mais si le film est peut-être un pétard mouillé (on verra), il reste que la censure dont il a fait objet et le refus obstiné des chaînes françaises de le présenter ont un côté troublant et révélateur.

Pour souligner son premier anniversaire, le *Couac* organise un débat sur le thème «Pouvoirs et médias» qui réunira notamment Normand Baillargeon, Pierre Falardeau, Barbara Ulrich, Jean-François Nadeau et Marco de Blois. La discussion s'amorcera sur la présentation d'un extrait de *Pas vu, pas pris*. Un rendez-vous auquel tous les couacophiles sont conviés le 13 octobre, à 20h, au café Porté disparu, 957 avenue Mont-Royal Est à Montréal.

Pas vu, pas pris sera présenté au Festival du nouveau cinéma qui débute le 15 octobre. Consultez le programme.

MARCO DE BLOIS

Une affaire qui pue
Écho d'écolomagouille?

Son noble statut de «ministre de l'Environnement et de la Faune» ne semble pas rendre Paul Bégin plus écolo que n'importe quel autre Nord-Américain. Au contraire, on pourrait même penser que notre homme aime bien la crasse polluante. Il s'évertue en tout cas à faire poursuivre les dangereux travaux de «restauration» du site d'enfouissement de la société Bérou Construction, à Saint-Jean-de-Matha.

Les cris de détresse lancés par la municipalité lanaudoise et son comité de citoyens exaspérés n'y auront rien fait. La firme Bérou, spécialisée dans l'enfouissement, est autorisée à déplacer des déchets illégaux pour les déposer sur la montagne de détritus de lots voisins pourtant fermés. Cette façon de procéder comporte des risques graves pour l'environnement de l'avis de spécialistes.

Les cours d'eau, situés à proximité du site, transportent cette bonne soupe chimique, du «jus de déchets», le lixiviat. Un véritable régal pour les Lanaudois.

Depuis 1990, la municipalité et le groupe Action-Écologie réclament en vain la stabilisation des talus du dépotoir, qui risquent de s'effondrer. Le glissement de terrain survenu en avril dernier ne semble pas effrayer pour autant les fonctionnaires du ministère de l'Environnement. Ils proposent toujours de réenfouir en ces lieux des déchets illégaux.

Le ministre Bégin s'est donné la peine d'aller jusqu'en Cour d'Appel pour défendre les intérêts de Bérou Construction. Et le 18 septembre dernier, le ministère a gagné contre la population locale.

Un ministre de l'Environnement qui part à la défense de telles pratiques, c'est un peu comme si le président d'Amnesty International vendait des armes au Proche-Orient.

Le 3 septembre dernier, à la demande de la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, le juge Clément Trudel de la Cour Supérieure de Joliette a émis une ordonnance de sauvegarde qui suspendait les travaux de «restauration» du site d'enfouissement jusqu'à l'audition de la cause, le 6 octobre. Le soulagement a été bref: c'est cette ordonnance que les avocats du ministre ont fait renverser à la mi-septembre. Bing! Une claque en plein visage, alors que les Mathalois se remettaient tout juste d'un coup de couteau dans le dos planté au beau milieu de l'été.

Le 30 juillet, selon la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, le directeur régional du ministère de l'Environnement et de la Faune, Pierre Martel, alors officiellement en vacances, a signé une autorisation conférant à la firme le droit de reprendre les travaux. Selon l'avocat de la municipalité, Richard Landry, l'article 54 de la Loi sur la qualité de l'environnement exige toutefois que les municipalités et les MRC soient consultées avant toute prise de décision de ce type. «Les avocats du ministre Bégin et de la firme prétendent qu'ils n'ont pas à franchir ces étapes!», s'indigne M. Landry. Et de fait, l'avocat de la société Bérou Construction, Me Alain Chevrier, confirme les propos de son confrère: «Légalement, affirme-t-il, le ministère n'est pas dans l'obligation de consulter les municipalités avant de rendre une ordonnance».

En public, le ministre Bégin continue pourtant de se faire l'apôtre du dialogue avec les élus municipaux. La porte-parole du comité des citoyens de Saint-Jean-de-Matha, Jeanne Gadoury, pointe du doigt les contradictions frappantes entre les propos et les actes du ministre de l'Environnement et de la Faune: le 15 septembre dernier, Paul Bégin annonçait «en grande pompe son beau plan d'action sur la gestion des déchets au Québec, qui prévoit notamment que les autorités municipales auront désormais leur mot à dire face aux grosses multinationales d'enfouissement. Deux jours plus tard, le même ministre va plaider avec ses avocats pour empêcher la municipalité de Saint-Jean-de-Matha et la MRC de Matawinie de faire appliquer leurs règlements (...) aux projets de Bérou Construction.» Et elle ajoute: «On sait maintenant dans quel lit couche le ministre».

De son côté, le conseiller municipal responsable du dossier et membre du groupe «Action-Écologie», Robert Morin, n'a pas fini de s'insurger: «C'est absolument indécent et je m'explique mal que la Cour ne voit pas clair dans cette combine».

LE COUAC

Entrevue avec Hans Marotte

Il y a exactement dix ans, Hans Marotte escaladait la croix du Mont-Royal pour y accrocher une banderole frappée des chiffres «101». Son action lui vaudra d'être condamné en septembre 1990. Il a depuis lors délaissé l'engagement souverainiste et ses études en sciences politiques pour devenir avocat et se consacrer à la défense des droits des chômeurs. Il travaille depuis plusieurs années au Mouvement Action Chômage où il a été bénévole pendant deux ans. Entretien avec un avocat rebelle.

Qu'est-il advenu pour qu'un militant de la langue française se transforme en militant défenseur des prestataires d'assurance-chômage?

On m'a pris pour un pitbull de la langue alors que j'ai toujours cru que l'indépendance était non pas une fin mais un outil pour construire une société plus juste. L'indépendance permettrait de rapatrier les pouvoirs culturels, économiques, etc. mais aussi, comme le dit Michel Chartrand, de savoir à qui «botter le cul». Dans le système actuel, le fédéral renvoie la balle au provincial et vice-versa.

Ça m'énerve d'entendre des gens comme Pierre Falardeau affirmer en parlant des anglophones et des francophones que c'est encore aujourd'hui «eux» contre «nous», bien que je concède que la situation a déjà été très manichéenne. Pourquoi ne pas appeler le Capital par son nom et admettre qu'il n'a pas de couleur ni de langue. Aujourd'hui, c'est Bombardier, SNC-Lavalin, Bernard Landry et compagnie.

Lors de la dernière campagne référendaire, le PQ ne voulait pas imbriquer la question sociale et la question nationale. C'est d'ailleurs un problème pour des groupes communautaires ouvertement souverainistes et qui acceptent de taire leurs revendications sociales pour ne pas réduire les chances d'accéder à la souveraineté. On se battra une fois l'indépendance faite, disent-ils, en faisant le calcul que si le référendum est gagné, le PQ leur sera redevable de la victoire. Voyons donc ! Je refuse quant à moi de faire un pays pour qu'il soit dirigé par des Bouchard et des Landry car je vais m'en sentir responsable. Je préfère me battre dans une perspective canadienne ou internationale.

> ***«Plusieurs croient que l'indépendance est une fin en soi. Lorsque j'étudiais en sciences politiques, par exemple, j'ai croisé plusieurs personnes qui rêvaient aux postes qui s'ouvriraient dans le futur corps diplomatique québécois. »***

Et le référendum de 1995 ?

J'ai annulé mon vote. Il ne faut pas croire pour autant que j'aime le fédéralisme. Mais c'est rendu tellement polarisé : il y aurait d'un côté les démons et de l'autre, Dieu !

Plusieurs affirment pourtant qu'une force de gauche au sein même du PQ...

... pourrait changer le PQ de l'intérieur. Mais on peut changer des choses de l'intérieur quand un rapport de forces existe avec l'extérieur. Plusieurs groupes communautaires refusent encore aujourd'hui de critiquer Louise Harel, par exemple, affirmant que c'est le dernier bastion progressiste au cœur du PQ. Or Harel est devenue pire qu'André Bourbeau, le ministre libéral initiateur des réformes : on savait que c'était un conservateur qui voulait couper. C'était clair. Harel a fait des coupures et les groupes communautaires sont prêts à tendre l'autre joue. Certains acceptent de s'asseoir à la table avec Harel en croyant pouvoir lui faire entendre raison. Même si elle comprend, ce dont je doute, elle doit ensuite convaincre des ministres impossibles à convaincre. Harel était pourtant progressiste, comme Landry d'ailleurs... quand ils étaient dans l'opposition !

Que penses-tu des avocats ?

Il y a des perles chez les avocats. Mais il n'y a pas au Québec dix avocats spécialisés en chômage parce que ce n'est pas payant, et pour cause : vos clients n'ont pas d'emploi et on leur refuse les prestations de chômage ! Mais le droit est lui aussi un outil qui permet de faire changer les choses.

> ***«Trop souvent, les gens croient que plus les avocats sont dispendieux, plus ils sont qualifiés. Mais à 200$ de l'heure, vous payez le tapis et les sièges en cuir...»***

En France, les chômeurs ont beaucoup fait parler d'eux récemment par des occupations et autres actions directes. Y a-t-il des plans similaires au Québec ?

Les Québécois n'ont pas cette culture de l'action. «C'est écœurant !», nous disent souvent les gens quand ils ont des problèmes avec la loi du chômage. Mais ça leur arrive aujourd'hui parce qu'ils ne réagissaient pas quand ils pensaient que ça n'arrivait qu'aux autres. Même au niveau artistique, il n'y a pas d'esprit critique au Québec. C'est le phénomène Céline Dion : tout le monde est beau et les gens d'ici ne font que des bonnes choses. On n'a pas assez de sens critique et cette attitude a des répercussions au niveau politique. On se fait souvent baiser. Au Mouvement Action Chômage, on organise donc des séances d'information de groupes en partie pour faire réaliser aux gens qu'ils ne sont pas les seuls à avoir des problèmes. Les classes sociales existent encore : je le vois tous les jours.

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Spécial premier anniversaire du COUAC

Un canard super-sexy en «page centrale» !

Couac out au Porté disparu

Venez célébrer le premier anniversaire de votre caneton préféré ! Toute l'équipe y sera !

20h : Débat sur le thème «Médias et pouvoir» avec Normand Baillargeon, Pierre Falardeau, Barbara Ulrich, Jean-François Nadeau, Marco de Blois et autres. Aussi : présentation d'un extrait d'un film sur le journalisme censuré en France : *Pas vu, pas pris* de Pierre Carles.

Pour poursuivre la soirée : musique et chansons. Puis on discute et on s'amuse entre amis.

Le *party* du *Couac*, c'est le *must* de l'année (selon *La Presse*, *Le Voir* et Véronique Cloutier). Au café Porté disparu, 957, Mont-Royal Est, Montréal, le mardi, 13 octobre, 20h. Coût d'entrée : 5$.

Nouvelles de Gerry Roufs

La marine chilienne a découvert des morceaux du bateau de Gerry Roufs, naufragé en janvier 1997 lors de son tour du monde en solitaire dans le cadre du Vendée Globe. Le corps de Roufs n'a toujours pas été retrouvé par les militaires chiliens d'ailleurs plutôt inefficaces en la matière, puisqu'on n'a pas de traces non plus du millier d'individus portés disparus sous le régime de Pinochet.

Boutros-Ghali manipulé

Vu l'apport du Québec à l'émergence de la Francophonie, notamment sous l'impulsion de Jean-Marc Léger, vu aussi que le Canada est entré dans la danse, au bras du Nouveau-Brunswick, à seule fin de faire contrepoids au Québec, le nouveau patron de cette organisation, Boutros Boutros-Ghali, a tort de voir une simple querelle de famille dans les manœuvres d'Ottawa visant à masquer l'identité du Québec.

Nos médias tombent dans le même piège lorsqu'ils parlent de querelle de drapeaux. La mauvaise foi du gouvernement central est évidente.

Quant à M. Boutros-Ghali, il a tout intérêt à protéger le rang de «gouvernement participant» que le Québec a gagné de haute lutte. Parce que les Québécois, eux, y croient, à la Francophonie.

Au fait, la directrice de cabinet de Diane Marleau a-t-elle eu le temps d'apprendre le français?

MAX

Ça se complique

Rebondissement inattendu dans l'affaire Clinton. Voici que Jean Chrétien avoue à *La Presse* (19-08): «Mes relations avec lui ont toujours été bonnes». Et le cigare, il se le met où?

Réseau de l'information

Jean Chrétien disait le 16 septembre sur les ondes de Radio-Canada avoir appelé Bill Clinton parce qu'il a «appris» que le président vivait des moments difficiles. Cher Jean, toujours informé de tout avant tout le monde.

La photo du mois

Photo: Carl Valiquet

Elvis Gratton, président du comité des intellectuels du NON. Photo (exclusive!) tirée de *Miracle à Memphis*. Le mois prochain, une photo exclusive du prochain Bruce Willis, *Greasy Spoon à Hollywood*.

Abonnez-vous au Couac!

C'est pour qu'on ait du chien cette année encore...

Le Couac

788, av. Laurier Est, Montréal (Québec) H2J 1G1
Téléphone : (514) 270-9392 • Télécopieur : (514) 270-7461

Éditeur: Pierre de Bellefeuille
Rédacteur en chef : Jean-François Nadeau
Collaborateurs: Sabina Badilescu, Normand Baillargeon, Marco de Blois, Geneviève Cardinal, Louis Cornellier, Evelyn Dumas, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, Philippe Gauthier, Manon Guay, Paul Guay, David Ledoyen, Laurent Mailhot, Max, Yves Michaud, Marion Piekarec, Pierre Vadeboncœur, Nadine Vincent, Hélène Visentin.
Photographes: Valérie Remise, Carl Valiquet
Illustration: Serge Ferrand, Luc Giard, Bruno Laporte, Gilles Laporte, Louis Rémillard, Richard Suicide.
Abonnement: Périodica (514) 274-5468 1(800) 361-1431
Publicité: Jacques Fleurent au (514) 355-2103
Jean-François Nadeau au (514) 270-9392

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

ABONNEMENT
1 an: 28,76 $ •2 ans: 51,76 $ • Institutionnel: 57,51 $ taxes incluses
Soutien: envoyez plus de 50 $ ou (mieux) tout ce que vous avez...

OFFRE À SAISIR:
Abonnez-vous au *Couac* et obtenez la chance de lire 12 numéros à un prix qui fait sourire.

Moyenne au bâton

Les Américains jubilent: ils ont deux héros. Marc McGwire, champion des coups de circuit, et Bill Clinton, champion des coups fourrés.

Con-muniste

La Corée du Sud, le Japon et les États-Unis ont accusé la Corée du Nord d'avoir effectué un test d'un nouveau prototype de missile balistique qui pourrait éventuellement servir à transporter des charges nucléaires. Faux! répliquait la Corée du Nord, affirmant qu'il s'agissait non pas d'un missile mais d'un satellite mis en orbite pour diffuser des chants louant les héros révolutionnaires communistes du pays. Ou les Coréens du Nord prennent les gens pour des cons, ou le renouveau de la pensée marxiste n'est pas pour demain. Les deux sont sans doute vrais. L'un n'empêche pas l'autre d'ailleurs...

Crétin en titre

Titre à la con d'un chef de pupitre du *Soleil* qui a dû voir trop de films de Denys Arcand: «Écrasement du vol 111 de Swissair. Des marins et des restes humains» (19-09).

Swissidair

En cas d'urgence, le masque à oxygène tombera tout seul. L'avion aussi.

INTERNATIONAL

Afghanistan

Les talibans commettent mille atrocités en Afghanistan; nos journaux leur consacrent un ou deux petits entrefilets en bas de page. Mais si un avion de la Swissair plonge dans l'Atlantique, il se tape la «une» pendant deux semaines. Que voulez-vous, que des barbus orientaux égorgent, il n'y a rien de plus normal, alors que les Suisses sont des gens si ponctuels, si fiables...

Rwanda

Anne-Marie Voisard, journaliste au *Soleil*, au sujet du père Georges-Henri Lévesque (06-09): «N'a t-il pas fondé aussi la maison Montmorency, en haut des chutes du même nom, et l'université du Rwanda? Ce ne sont donc pas les histoires qui manquent. Ni les faits d'armes». Surtout au Rwanda, bien sûr.

Iran

La fatwa contre Salman Rushdie est levée. Tout le monde attend de le voir sortir pour la rétablir.

Ent' deux joints

• «Endettés jusqu'au cou: desserrer l'étau de la mondialisation.» Conférence publique avec Susan George, présidente de l'Observatoire de la mondialisation (à Paris). Jeudi le 1er octobre à 20 heures, à l'amphithéâtre RM-130 du Pavillon des Sciences de la gestion de l'UQAM, 1429 St-Denis. Vendredi le 2, la conférence portera sur l'AMI. Info: (514) 871-1086.

• À l'occasion de la semaine internationale d'initiatives et d'action contre l'AMI (du 21 au 28 septembre), l'Observatoire de la mondialisation (www.ecoropa.org/obs/), *L'Esprit frappeur* et *Le Monde diplomatique* vous proposent un livre en ligne, *Lumière sur l'A.M.I. Le test de Dracula*: www.monde-diplomatique.fr/livre/lumière.

• Le 8, à Ottawa, l'OCDE tiendra une conférence internationale sur le commerce électronique (avec Donald Johnston, Jean Chrétien, Sergio Marchi, Secr. du commerce des USA, ministres des 29 pays de l'OCDE, PDG de IBM et autres multinationales). À quelques jours de la reprise des négociations sur l'AMI à Paris, c'est vraiment une occasion trop belle pour être manquée. Grande manif dès 10h. Info et inscription pour être du voyage: Opération SalAMI, (514) 982-6606, poste 2236.

• Le 10, atelier de formation sur les droits humains par la Ligue des droits et libertés: la déclaration de 1948, les pactes, conventions et mécanismes de l'ONU, le rôle essentiel des associations de citoyens. S'inscrire d'avance au Grip-UQAM, (514) 987-3000, poste 4077.

S.B. (urania@cam.org)

► Courrier des lecteurs

Malheur à l'universitaire par qui le scandale arrive

Le monde de l'édition a rejeté du revers de la main le manuscrit de Pierre Asselin sur le III[e] *Reich et le projet national du Québec*. L'Université quant à elle a accepté ce mémoire, tout empreint de révisionnisme de droite, sans rechigner. Sous peu le candidat se verra octroyer un beau diplôme. Peut-être pas aussi vite qu'il l'aurait pensé. Car le scandale a éclaté hors les murs de l'institution et les propos outrageants de Pierre Asselin ont choqué les oreilles publiques.

Qui a dit que l'Université était un lieu de réflexion? À force de vivre dans une tour d'ivoire, loin du «vrai monde», certains doctes perdent tout jugement critique, se limitant à apprécier la bonne « méthodologie de recherche» et la «démarche rigoureuse» du candidat. Et le fond dans tout ça? Et la pertinence des idées? Les *gens normaux*, eux, ont vu clair tout de suite, car ils se foutent de la forme et des bienséances. L'opinion publique a dit non à la thèse d'Asselin. Il aura donc fallu qu'une polémique s'engage pour que le directeur Louis Balthazar, pris au pied du mur, demande à son élève «d'apporter des corrections» et de faire une «révision» de son opinion sur le nazisme (*Le Devoir*, 19-09).

L'Université respecte ses *clients* à n'importe quel prix. Le candidat a bien travaillé: de longs mois de recherche, des lectures impressionnantes, un travail d'écriture de longue haleine doivent être récompensés conformément aux exigences de l'institution. Le candidat a été jusqu'au bout de son mandat. Il aura sa carotte, peu importe ce qu'il radote. L'Université ne serait-elle donc plus qu'une machine à imprimer des diplômes? Mais quelle est au juste la vraie valeur de ces diplômes? Qu'à cela ne tienne. Si Pierre Asselin a son diplôme, il ne deviendra jamais un auteur public, car le monde de l'édition lui a fermé ses portes. Une lucidité qui paradoxalement semble échapper à certains gens d'esprit.

S. Bergeron, Montréal

LE DICTRIONNAIRE

par Philippe Gauthier & Francis Dupuis-Déri

Petit lexique du Québec contemporain

Discrimination n.f. **1.** La lecture de cette définition est réservée aux hommes blancs, catholiques, hétérosexuels, mariés et âgés de 35 à 55 ans: *Attention les gars, les bonnes femmes, les importés et les tapettes crient à la discrimination pour voler nos jobs. Téléphonez-nous pour qu'on organise la résistance.* **2.** (au Canada) Nom donné à la politique linguistique du Québec: *la loi 101 constitue une discrimination envers les minorités audibles.* **3.** *Discrimination positive*, système de quotas par lequel les membres des minorités peuvent accéder à des positions de pouvoir: *les résultats de la discrimination positive sont mitigés: certains rient jaune, d'autres voient rouge, mais chose certaine, le portrait de la situation n'est ni blanc, ni noir; Jésus de Nazareth fut parmi les premiers à en profiter: d'origine juive, il devint pourtant le sauveur des chrétiens.*

Économie n.f. **1.** Science qui essaie de répondre à des besoins sociaux infinis avec des ressources intellectuelles limitées: *l'économie explique bien pourquoi nos poches sont toujours vides: c'est la faute de la main invisible; ce qu'elle explique moins bien, c'est ce qu'elle fait de tout cet argent.* **2.** *Économie nationale* (archaïque), l'ensemble des activités d'une nation relatives à la production et à la distribution de la pauvreté: *l'économie nationale canadienne, surtout basée sur les forêts et sur les mines, a beaucoup souffert des coupures et maintenant, le filon est épuisé.* **3.** *Économie mondiale* (moderne), économie qui ne connaît plus de frontières, mais qui a ses limites. **4.** *Économie sociale*, tentative des organismes communautaires de répondre à des besoins sociaux infinis avec des ressources matérielles limitées: *pour le gouvernement, l'économie sociale est un moyen économique de reporter sur d'autres le poids de ses responsabilités.*

Français n.m. **1.** (archaïque, a été remplacé par l'anglais dans la plupart des usages) C'est une langue belle, avec des mots *top niveau*. **2.** *Services en français*, services disponibles là où la menace de souveraineté le justifie. **3.** *Maudit Français*, version hexagonale de la tête carrée.

Francophone adj. Mot inventé pour éviter de dire simplement français: *francophone et français, c'est kif-kif, comme disent les Arabes (ou arabophones).*

Francophonie n.f. (de l'anglais *franco funny*) Regroupement d'États et de sociétés (distinctes, uniques ou *whatever*) qui ont en commun l'usage de la langue francophone: *dans ses prises de position, la Francophonie a encore du mal à parler d'une seule voix.*

Journalisme n.m. Micro-société: *le journalisme, c'est cinq colons à la une.*

Référendum n.m. Processus de consultation populaire où l'électeur doit répondre par oui ou par non à une question plus ou moins complexe, à la suite de quoi, chaque faction interprète le vote de la façon qui lui convient: *un référendum est une consultation qui permet de reporter des décisions importantes à plus tard.*

Spécial «Die Hard»

Une bombe explose dans le Planet Hollywood du Cap, en Afrique du Sud. Pour une fois, de la viande hâchée fraîche.

► PLOGUES

Ciné-suggestion

Quatre jeunes Turcs entre 15 et 17 ans ont été condamnés à neuf années de prison pour avoir volé des bonbons (*Le Devoir*, 01-09). Pour avoir une petite idée de ce qui les attend, vous devez voir le film *Le Mur*, du cinéaste turc Yilmaz Güney, qui dépeint justement la vie d'enfants dans les prisons de cette pseudo-démocratie qu'est la Turquie. Vous avez frémi en voyant *Midnight Express*, mais vous n'avez rien vu. La vie n'est pas rose lorsque un Américain se retrouve dans les prisons turques pour traffic de drogue. Mais il s'en sort à la fin, alors que les enfants anonymes jettés dans la jungle pénitenciaire turque... *Le Mur*: un film terrifiant, vraiment pas bonbon.

Miron

Jusqu'au 1er novembre, la Maison de la culture Rivière-des-Prairies présente *Les territoires rapaillés*, une exposition en hommage au poète et éditeur Gaston Miron. Documents photographique, sonores et vidéos ainsi que des œuvres d'artistes contemporains sont présentés à cette occasion. La Maison de la culture Rivière-des-Prairies est située au 9140 boulevard Perras à Montréal. Pour informations: (514) 872-9814.

FDD

Notre collaborateur Francis Dupuis-Déri présentera une conférence dans le cadre du colloque *Féminisme et création*, organisé par l'Académie des lettres du Québec. L'événement se déroulera le 17 octobre à l'Hôtel des Gouverneurs, à Montréal. Pour plus d'information: 524-4735.

Cinéma

Devant le refus de Téléfilm Canada de subventionner *15 Février 1839* de Pierre Falardeau, un comité amasse toujours des fonds. On nous promet d'ailleurs du nouveau pour bientôt dans cette affaire...
Tous les donateurs seront invités à la première.

Faites parvenir vos dons au:

Comité du 15 février 1839
C.P. 416, succ. de Lorimier,
Montréal, Québec H2H 2N7
tél: (514) 522-1502

Beau parleur

Jean Charest est un politicien habile. Quelques formules choc font sa force. Elles suffisent à épater les journalistes et frappent les esprits. Le slogan que M. Charest affectionne le plus se résume ainsi : «Il faut cesser de parler de la question nationale et parler d'économie». Cette formule semble si raisonnable et elle est répétée si souvent qu'on en vient à la considérer comme vraie. Heureusement que quelques esprits refusent de se laisser hypnotiser et réagissent pour dénoncer les contradictions que cache ce beau slogan. Pierre Foglia, par exemple, demande bien légitimement «Qu'avez-vous donc de si urgent à nous dire sur l'économie, M. Charest ?» (*La Presse*, 29-08) Et Foglia de se lancer dans une attaque en règle du discours néo-libéral du chef du PLQ qui «devrait susciter une dynamique irrésistible d'enrichissement» mais qui «est en train, au contraire, de foutre la moitié du monde en faillite.»

Mais il faut sonder plus loin encore le refus de Charest de s'engager dans le débat sur la question nationale. Refusant la souveraineté et sachant fort bien que le fédéralisme est impossible à renouveler, Charest a en effet tout avantage à ce qu'on ne parle plus de la question nationale. Sur cette question, il n'a rien à dire, il ne sait que proposer, il est un politicien sans politique. À peine est-il un petit administrateur qui croit qu'en changeant une virgule ici ou là, on réglera l'ensemble du problème. Il a beau jeu alors d'encourager les autres politiciens à ne plus parler de la question nationale, oubliant subtilement que les citoyens n'attendent pas des politiciens qu'ils ne parlent que d'*une seule* chose.

Le premier ministre par intérim, Lucien Bouchard, n'a d'ailleurs pas hésité tout au long de son règne à parler d'économie. Il a même plus parlé d'économie que de souveraineté, organisant des sommets socio-économiques, instaurant la politique du déficit zéro, réformant l'aide sociale, coupant dans les services hospitaliers et participant à plusieurs missions d'investissement à l'étranger.

Charest nous propose une vision simpliste des politiciens qui ne devraient consacrer leurs énergies qu'à *un* seul dossier : l'économie. Faut-il croire dès lors qu'un gouvernement dirigé par M. Charest ne parlerait que d'économie ? Quelle vision pauvre de la politique. Surtout que notre coin du monde a un sens pour nous, mais aussi pour l'histoire, en grande partie justement à cause de cette question nationale. Refuser de participer au débat national revient à nier un des éléments essentiels de la politique québéco-canadienne. Alors qu'ailleurs dans le monde, au Rwanda et en ex-Yougoslavie par exemple, on se tue pour des questions d'identité, Canadiens et Québécois préfèrent en discuter. Cette discussion est peut-être interminable, mais elle est importante car elle a des répercussions politiques, culturelles, psychologiques et même... économiques. Des économistes renommés comme Robert Bourassa (diplomé d'Oxford) et Jacques Parizeau (diplômé de la London School of Economics) n'ont pas consacré leurs mandats de premiers ministres du Québec à ne parler que d'économie, surtout qu'ils savaient pertinemment que certains problèmes économiques qui minent ce foutu pays ne peuvent justement pas être résolus sans régler la question nationale.

Refuser de parler de la question nationale dans le cadre québéco-canadien, c'est un peu comme si préférant parler uniquement d'économie, un Américain refusait de débattre à tout jamais de la question du puritanisme sexuel, comme si un Français refusait de discuter de la construction de l'Union européenne ou de la montée du Front National, comme si un Chilien refusait de parler de Pinochet, comme si en terre d'Islam on refusait de discuter de la situation de la femme, comme si en Inde ou en Israël on refusait de débattre de questions religieuses. Ce serait refuser de réfléchir à ce que signifie être un Américain, un Français, un Chilien, un Musulman, un Indien ou un Israélien.

En Chine aussi, les dirigeants affirment qu'il faut parler d'économie plutôt que de politique (nationalisme tibétain ou lutte pour la démocratie) et c'est vrai que l'économie est importante. Mais le politicien qui ne parle *que* d'économie n'est pas un politicien responsable. Refusant de considérer l'ensemble des problèmes politiques, Jean Charest est soit un stratège de bas étage, soit un politicien de trop peu d'envergure. Il aurait dû être banquier...

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Paradis à vendre

Le Parti Libéral va bien. Comme l'affirmait Pierre Paradis (*Le Soleil*, 05-09) : «Quand on arrive quelque part il y a des gens pour nous accueillir». Et il ajoute : «Les gens d'affaires laissent parler leur argent». Achetez votre place au paradis. Vive la démocra$$ie libérale.

Avant que Guy Bertrand ne débloque

Guy Bertrand fut le premier à avoir enregistré le nom «Bloc Québécois» en janvier 1972 alors qu'il voulait convaincre René Lévesque de créer un parti souverainiste sur la scène fédérale. Lévesque avait rejeté l'idée que Lucien Bouchard avait par la suite récupérée... Quant à Guy Bertrand, il court toujours...

Jamboree

Jonathan Sauvé affrontera Rita Dionne-Marsolais dans Rosemont. Le petit scout des libéraux contre l'hôtesse de l'air du PQ. Entre têtes de nœud, ça ne volera pas haut.

Homme fort

Après avoir fermé le Collège royal militaire de Saint-Jean et joué les émondeurs au Conseil des arts, Roch «Yes Sir» Carrier se sent prêt pour passer à la politique. Il a entrepris d'être candidat du PLQ dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu lors de la prochaine élection. «J'ai dû apprendre un certain nombre de choses. J'ai même fait de l'exercice parce que, durant ma campagne, je devrai monter beaucoup d'escaliers.» (*Le Droit*, 17-09) À quand la musculation pour le cerveau ?

Sôt-sôt-sôt-solidarité

Ancien chef de l'Union nationale, Rodrigue Biron est un ancien ministre de René Lévesque. Il fut candidat à la direction du Bloc Québécois lors de la campagne au leadership que remporta Gilles Duceppe. Biron est toujours membre du Bloc et du PQ, deux partis en principe sociaux-démocrates. Et pourtant... Biron a répondu «présent» lorsque Preston Manning, chef du Parti Réformiste, l'a personnellement invité à siéger au comité directeur d'une conférence s'intitulant «Alternative Unie» à Ottawa, en février. L'objectif de cette conférence ? Permettre à la droite canadienne de s'organiser en vue de combattre efficacement les libéraux de Jean Chrétin. Au *Devoir* qui lui demandait (15-09) comment un membre influent d'un parti social-démocrate comme le BQ pouvait s'associer à un processus de réflexion de la droite canadienne, Biron a rétorqué que son objectif était avant tout de convaincre les membres de la droite de respecter les champs de compétences provinciaux et les intérêts du Québec. La lutte gauche-droite, elle, se déroulerait au sein des frontières provinciales. Eh ! Biron, t'as déjà entendu parler du NPD ?

Éditeur mystérieux

Quelques heures après que le jugement de la Cour suprême eut été rendu, on trouvait déjà dans les kiosques à journaux le texte complet du jugement. En couverture de cette publication, un avertissement: «NON». Qui est l'éditeur de ce document? L'imprimeur de la reine à Ottawa? Pas du tout.

L'éditeur donne d'ordinaire ses coordonnées dans ses publications. Dans ce cas, nulle trace. Pas d'adresse, pas de numéro de téléphone, et pas de persmission non plus de la Cour pour publier.

Une enquête du *Couac* révèle que c'est Samiali publications qui est responsable de l'édition et de l'utilisation de ce document à des fins partisanes. Cette entreprise pour le moins mystérieuse ne produit aucun imprimé sur une base régulière. Au cours des derniers mois, elle a fait paraître un spécial sur Lady Di et un machin nouvel-âgeux intitulé *Le monde spirituel*. Avec le jugement de la Cour suprême, on reste bien sûr dans le créneau de la maison...

Qui se cache derrière Samiali publications? Selon nos sources, un certain Maurice Favreau. Impossible de joindre cet individu: le numéro de téléphone cellulaire Cantel que nous avons obtenu n'est jamais en service.

Chez Bell Canada, aucune trace de Samiali publications ou de Maurice Favreau. L'éditeur est inconnu. Au bureau de l'inspecteur des institutions financières, on ignore aussi tout de Samiali publications. Mais on trouve deux compagnies qui seraient la propriété de cet homme: Magneto Plus et Publications et production Ste-Hélène. En fait, il semble que cet éditeur soit presqu'aussi mystérieux que les mécanismes qui conduisent les destinés de notre grand pays d'un océan à l'autre.

JFN

Le PQ doit parler vrai

Tout a été dit sur l'avis de la Cour suprême. Mais est-ce que tout a été compris ?

Dans les hautes instances du Parti québécois, comme au gouvernement, on accorde de l'importance au fait que la Cour suprême considère qu'advenant une réponse favorable claire à une question claire, le gouvernement fédéral devra négocier.

Outre les difficultés reliées à la majorité requise et à la clarté de la question, il y a deux hics.

D'abord, il ne s'agit pas seulement du gouvernement fédéral. Les provinces et les autochtones auraient aussi voix au chapitre. Une longue expérience montre que ce type de négociation est un parfait cul-de-sac, à tout le moins en ce qui concerne les aspirations du Québec.

Ensuite, la Cour a dit «négocier». Elle n'a pas dit «accepter». On peut négocier, selon toute apparence de bonne foi, et ne jamais céder. Si cela n'a pas été compris à Québec, il en va tout autrement à Ottawa où les Chrétien et les Dion ne dissimulent pas leur intention de multiplier au besoin les tactiques dilatoires, aidés en cela par de nombreux passages du verbeux avis de la Cour.

En réalité, l'avis de la Cour ne facilitera pas l'accession du Québec à l'indépendance. Il aura pour effet de multiplier les obstacles. Mais ces obstacles seront surmontables si le peuple québécois est armé d'une ferme détermination. Voilà ce que les leaders indépendantistes, faisant taire les farfineux et les bricoleurs d'astuces, devraient dire au peuple.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

L'enfer selon un angenot

Peu de choses me fascinent autant que de voir réfléchir M. Marc Angenot.

Quelle merveille ! Un serviteur de la raison. Une lumière du Centre universitaire d'analyse du discours. Prix des sciences humaines de l'ACFAS à part ça. Un cerveau, quoi. Quelle puissance ! Mais surtout quel discernement.

«Les traîtres au devoir fondamental des clercs, écrit-il, ce sont les intellectuels du Québec, en bloc et en détail, avec leur silence devant la caricature de démocratie qu'on nous fait au nom du peuple québécois.»

Ceci, sur la démocratie envisagée par les souverainistes : «[...] cette démocratie qu'on nous prépare, cette démocratie conçue comme dictature de la majorité, comme suppression de la règle du droit, prévalence des prétendus droits collectifs, subordination du judiciaire, mépris de ce qui se nomme démocratie ailleurs dans le monde.»

Les intellectuels souverainistes, des «intellectuels ethniques» ? Des partisans de la «dictature» ?

Mais ma foi, qui ? Voyons un peu, en détail, abandonnant le gros à Angenot. Il faut absolument compléter sa pensée (par l'absurde) pour la comprendre. Fernand Dumont, peut-être ? Ou Gaston Miron ? Lise Bissonnette. Hélène Pelletier-Baillargeon. Jacques Ferron. Jacques-Yvan Morin. Jean-Paul Geoffroy.

M. Angenot, intellectuel, intervenant public, brille surtout par le jugement.

Démocrates «ethniques», dit-il. Mais qui, encore une fois ?

Michel Plourde ? Bruno Roy ? Paul Chamberland. Jean Larose. Gilles Archambault ? Yvon Rivard. Marcel Dubé. Marco Micone ? Fernand Ouellette ?

Contempteurs de «ce qui se nomme démocratie ailleurs dans le monde» ? Beaucoup d'artistes aussi, dans ce rôle-là. Qui, peut-être, entre autres ?

Félix Leclerc ? Gilles Vigneault ? Marcelle Ferron. Armand Vaillancourt. Roland Giguère ? René Derouin ?

Quant aux figures publiques souverainistes, des caricatures de démocrates, sans doute.

Gérald Godin ? Marcel Pepin ? Lucien Bouchard ? Jean-Paul L'Allier ? Jacques Parizeau ?

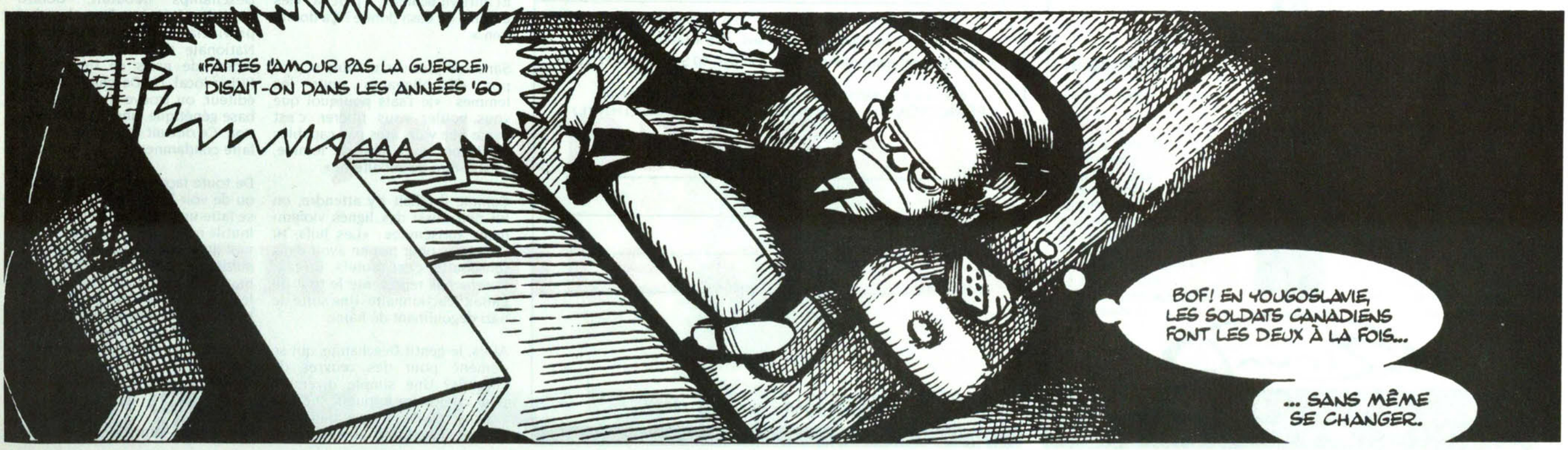
C'est suffisant. On pourrait multiplier chaque liste par dix, par cent. Pas besoin. Les noms ci-haut, choisis plus ou moins au hasard de la plume, c'est bien assez. Allons, Angenot, il s'agit simplement d'essayer de passer à travers ces consciences-là. Allons, un peu de courage. Il suffit seulement d'avoir autant de tête que Guy Bertrand.

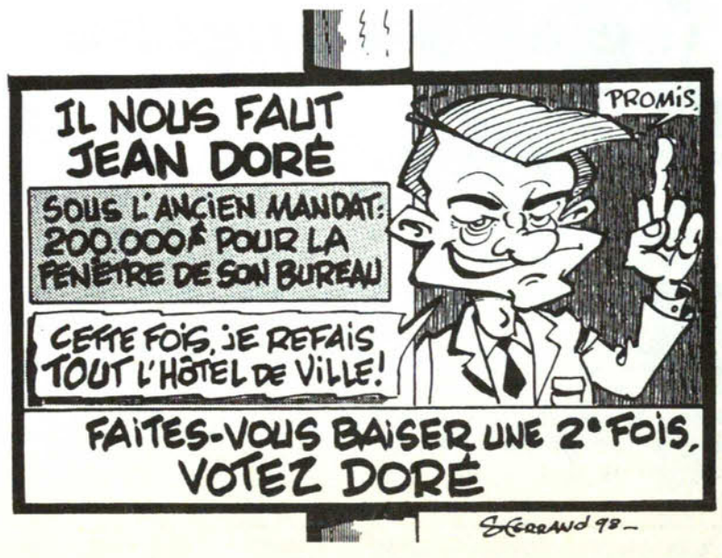
PIERRE VADEBONCOEUR

Souverainistes schizophrènes

Les souverainistes, après avoir répété sans cesse depuis 1982 que le rapatriement de la constitution s'était fait malgré l'opposition unanime de l'Assemblée nationale du Québec, et que cette Constitution s'applique donc illégitimement au Québec, n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'applaudir le jugement de la Cour suprême qui légitimerait, selon eux, l'accession du Québec à la souveraineté. On comprend qu'avec une telle cohérence, il soit difficile pour les souverainistes d'expliquer clairement quel est leur projet de société pour le futur Québec souverain. Ils demanderont sans doute un avis de la Cour le moment venu...

Rupert K.



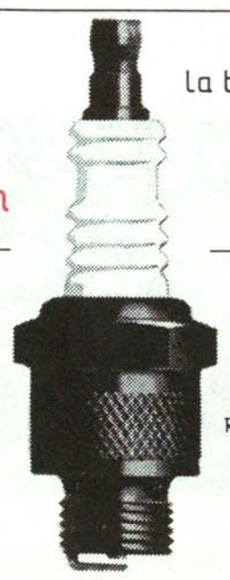


Les aubergines paient la faute des patrons

L'administration Bourque, qui tolérait depuis des années la corruption que représentaient les vignettes VIP, a décidé de congédier soixante-quinze des deux cents «aubergines», et quelques cadres. Cette mesure sévère ne remonte pas très haut dans la pyramide administrative. Les petits paient pour les gros. L'irresponsabilité n'est qu'une autre forme de corruption. Le règne des VIP est maintenu.

PdeB

L'étincelle
L'explosion
La propulsion



La bougie d'allumage qui fait démarrer votre entreprise

IMPRIMERIE
IMPRESSION
DE PAPETERIE
DE BUREAU
CARTES D'AFFAIRES
EN-TÊTE DE LETTRES
FACTURES
ENVELOPPES
PUBLICITÉS
AUTOCOLLANTS
BROCHURES - AFFICHES
REVUES - DÉPLIANTS
THERMOGRAVURE

DESIGN GRAPHIQUE
CRÉATION D'IMAGE
CORPORATIVE
LOGO - PUBLICITÉ
MATÉRIEL PROMOTIONNEL
RETOUCHE PHOTOGRAPHIQUE
DIGITALISATION GRAPHIQUE
EFFETS SPÉCIAUX 2D-3D
MONTAGES ET
CRÉATIONS GRAPHIQUES
MISE EN PAGES DE
JOURNAUX, REVUES, LIVRES
ET PÉRIODIQUES

ZIRVAL

ZIRVAL DESIGN & IMPRIMERIE
1830 AMHERST • (514) 525-3781

Happy Birthday ! Bonne fête !

Que souligne avec pompe la direction de l'Université d'Ottawa à l'occasion de son 150e anniversaire ? Le fait que, depuis ses origines, elle est bilingue. «Dès sa création, le Collège de Bytown se distingue par son bilinguisme pour le moins original, alors que les cours se donnent en français le matin et en anglais l'après-midi», explique le satisfait et joufflu recteur Marcel Hamelin (*Le Droit*, 18-09). De fil en aiguille, après avoir été la deuxième université «au pays à émettre des diplômes canoniques», l'Université d'Ottawa est devenue «la plus importante université bilingue en Amérique du Nord». Et comme bilinguisme, notons que c'est toujours aussi *original* qu'à l'origine : 62% des étudiants sont anglophones. Dans l'ensemble des activités du collège, la présence d'un univers proprement français reste toujours aussi fragile et marginale. En fait, la proportion de francophones ne cesse de diminuer. L'Université d'Ottawa devrait donc surtout s'enorgueillir d'être la plus grande université bilingue de langue anglaise. Ce serait plus honnête. Et plus *original*.

JFN

À quelles conditions le référendum?

Ayant fait pour la deuxième fois le coup de la bouderie coléreuse, tel Achille sous la tente, (la première fois au congrès de 1996), Lucien Bouchard a imposé sa volonté au Parti québécois. Il ne déclenchera un référendum sur la souveraineté que si l'opération est «gagnante».

C'est le gouvernement par sondages. Mais la question reste en suspens, à savoir quelles conditions peuvent mener à un référendum gagnant. Si l'on en juge par les déclarations passées du premier ministre, il compte avant tout sur le déficit zéro et sur l'injection d'argent neuf dans la santé et l'éducation. Bien sûr, ces questions de finances publiques sont importantes, mais on peut douter qu'elles soient suffisantes.

Le Parti québécois n'a jamais appris à faire systématiquement la promotion de la souveraineté. Jacques Parizeau n'est pas resté à la barre assez longtemps pour le tirer de sa léthargie. Le résultat, c'est que la plupart des gens qui parlent de souveraineté sont ceux qui sont contre. La direction actuelle du parti ne semble ni capable ni désireuse de remédier à cet état de choses. La lecture du *Temps des hypocrites* d'André Néron, à paraître ces jours-ci, risque de le prouver encore une fois.

Dans ces conditions, l'optimisme est difficile.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

À la une de *La Tribune*

À Sherbrooke, toutes les occasions sont bonnes pour parler de Jean Charest. *La Tribune*, le journal local, n'en manque d'ailleurs jamais une.

Durant la dernière campagne électorale, les journalistes syndiqués de ce quotidien ont déposé une plainte à la direction. *Le 30*, le magazine des journalistes, a reproduit leur lettre de récriminations. Selon les journalistes, *La Tribune* accorde une place tout à fait démesurée aux faits et gestes de Jean Charest. La direction leur a promis des changements.

Les changements sont aujourd'hui palpables. *La Tribune* fait des efforts sensibles en ce sens. Et elle est fidèle à sa mission d'informer les gens sur l'actualité.

Le vendredi 28 août par exemple, *La Tribune* consacre le tiers de sa première page pour annoncer que Michèle Dionne, la compagne de Jean Charest, sera la présidente d'honneur du Rassemblement des Dionne 1998, une grande fête pour gens en quête des origines de leur sang.

Titre de l'article, en belles grosses lettres : «Les Charest vivent heureux à Montréal». Le déménagement d'Ottawa s'est bien déroulé. Le mobilier est intact. Les enfant sont heureux. Sur la photo couleur, Michou sourit à belles dents. Les Charest vont bien : tout le monde peut donc se rassurer et dormir tranquille. Et les curieux liront la suite de l'article en page C5 pour en savoir plus. Après tout, il faut s'informer.

Quand on lit *La Tribune*, on entend les arbres hurler leur désespoir.

JFN

Un drôle d'oiseau

Le Couac

Abonnements
par téléphone :
(514) 274-5468 • (800) 361-1431

• Abonnement régulier d'un an : 25 $ + taxes = **28,76 $**
• Abonnement régulier de deux ans : 45 $ + taxes = **51,76 $**
• Abonnement institutionnel et de soutien : 50 $ + taxes = **57,51 $**

PAR LA POSTE, FAITES PARVENIR VOTRE CHÈQUE À L'ORDRE DE :
PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

Nom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Téléphone _____

(514) 274-5468 • (800) 361-1431

«Éloge de la clarté»

C'est ainsi que l'éditorialiste de *La Presse*, Alain Dubuc, intitulait son texte publié en réaction au jugement de la Cour suprême. Il concluait en affirmant «que la majorité claire, confortable et durable pour la souveraineté n'existe pas, n'a jamais existé et n'existera sans doute jamais.» Dubuc oublie de dire qu'à deux reprises maintenant une majorité de Québécois ont voté pour un renouvellement du fédéralisme, promis avant les deux référendums par Trudeau et Chrétien. Cette majorité claire de Québécois attend toujours que ces promesses claires soient tenues...

Le cirque

Jim Duff, animateur sur les ondes de CIQC, et son ami le réalisateur Shawn Lyons ont affirmé le 27 août avoir acheté le nom «Bloc Québécois» pour 35$. Cela ne changera rien puisque les partis politiques doivent être reconnus en vertu de la Loi électorale du Canada sans nécessairement être enregistrés à la Direction des entreprises du gouvernement du Québec. Cela n'a pas empêché les autres partis de s'énerver à l'idée que des petits rigolos pourraient s'amuser avec leur nom. Le PLQ a d'ailleurs réalisé que son nom n'était pas réservé à la Direction des entreprises et il l'a rapidement enregistré le premier septembre. Le PLQ est dès lors sauf, et son nom apparaît maintenant bien en règle dans la liste alphabétique de la Direction des entreprises suivi par l'«Association libérale des français du Canada», «The great canadian party», «L'Organisation du parti paysan croate de Noranda, Québec, Canada», le «Parti républicain du Québec», le «Magasin libéral», «L'Original flamingo Party» et le «Party connection»...

Le pape Chrétien

Pour qu'un référendum soit vraiment démocratique, Jean Chrétien continue d'affirmer qu'il faut compter sur près des deux tiers des voix. Et sur quelle autorité se base-t-il pour affirmer chose pareille? Sur le pape, rien de moins! Le 12 septembre, il a déclaré ceci à la Presse Canadienne: «En 1171, le Vatican a décidé qu'il fallait que le pape soit choisi par deux tiers des cardinaux.» Alors, ma foi, c'est clair. On ne peut plus clair.

Cela se voit tout de suite: le pape du Canada a un sens de la démocratie très raffiné. Pour asseoir sa crédibilité politique, invoquer l'exemple du pape, c'est d'un chic fou et inégalé.

Vous rappelez-vous avoir déjà voté pour un pape?

On pourrait trouver d'autres exemples aussi forts à invoquer que celui du pape. D'ailleurs, Chrétien en trouve. Il a déjà pensé aux clubs de chasse. Plusieurs clubs de chasse exigent les deux tiers des votes lors des décisions importantes. Alors pourquoi pas le Canada où la chasse aux souverainistes est ouverte à l'année?

Lors de l'élection fédérale du printemps de 1995, le gouvernement Chrétien n'a pas obtenu les 2/3 des suffrages. Est-ce suffisant pour décider du sort des poissons de l'Atlantique? Est-ce assez pour parler à Bill Clinton des problèmes de ce monde?

Comme démocrate, on n'a pas inventé beaucoup mieux que Jean Chrétien. Songez que cet homme, en 1982, n'a pas senti la nécessité de tenir un référendum pour modifier la constitution canadienne bien que tous les partis du Québec y soient opposés.

Démocrate un jour, démocrate toujours...

Dans *La fosse aux lions*, dont la deuxième édition date de 1994, Jean Chrétien disait: «Nous parions sur la démocratie.» C'est vrai que vu selon un angle papal, c'est bien pratique. À vrai dire, comme outil de domination, notre pape du fédéralisme impérial ne pourrait trouver mieux.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Une enquête de maître

► Yvon Deschamps est un écœurant

Le Couac tient à féliciter les magasins Provigo pour leur vigilance à l'endroit d'Yvon Deschamps. Ils ont su mettre un terme à la diffusion honteuse d'une cassette vidéo carrément raciste. Comme le prouve une écoute attentive du monologue «Nigger Black», Deschamps est en effet un affreux raciste qui se camoufle sous les traits d'un humoriste inoffensif.

Une lecture un brin attentive des œuvres complètes du dit Deschamps révèle que ce fin-fin est en plus homophobe: «Moé si y a une affaire que j'peux pas tolérer, c'est les tapettes».

Et antisyndicaliste, à part ça : «les unions, qu'ossa donne ? Ça donne rien.»

Sans compter ses nombreux propos désobligeants pour les femmes : «je l'sais pourquoi que vous voulez vous libérer, c'est parce que vous êtes pas capables d'assumer votre rôle de femme, c'est-à-dire de subalterne».

Comme il fallait s'y attendre, on lui doit aussi des lignes violemment antisémites : «Les Juifs, tu t'arranges pour pas en avoir dans ton boutte, c'est toute!». En fait, Deschamps représente le tout du parfait réactionnaire. Une sorte de nazi dégoulinant de haine.

Alors, le gentil Deschamps qui se démène pour des œuvres de charités? Une simple diversion pour confondre le public. Le vrai Deschamps se trouve dans ses monologues. Et cet homme y distille un terrible poison social. Provigo l'a vu, et bien vu. Provigo avait l'oeil. Heureusement.

Tous les nazillons de la société québécois se plaisent, depuis trente ans, à lire les monologues de ce monstre. Ces monologues viennent d'ailleurs d'être republiés, et de belle façon il faut le dire, par l'éditeur Jacques Lanctôt, un ancien felquiste qui donne toujours l'apparence d'être un homme de gauche, progressiste et tout. Mais il faut savoir que Gérard Lanctôt, père de Jacques, fut en son temps le bras droit du nazi Adrien Arcand. En 1967, c'est-à-dire au moment où Deschamps débutait, Gérard Lanctôt devint même le chef provincial du Parti de l'Unité Nationale du Canada, un petit repère de nazis en quête d'un fürher local. De Deschamps à son éditeur, on trouve donc, sur une base génétique, une certaine filiation. Ce devrait être assez pour le faire condamner.

De toute façon, nul besoin de lire ou de voir Yvon Deschamps pour se faire une idée sur ce triste sire. Inutile même de connaître un seul mot de français pour l'apprécier. Il suffit de prêter l'oreille à de braves citoyens qui n'aiment pas le titre «Nigger Black». Provigo l'a bien compris. Provigo a tout compris. Après les dindes surgelées de Provigo, voici leur bon esprit.

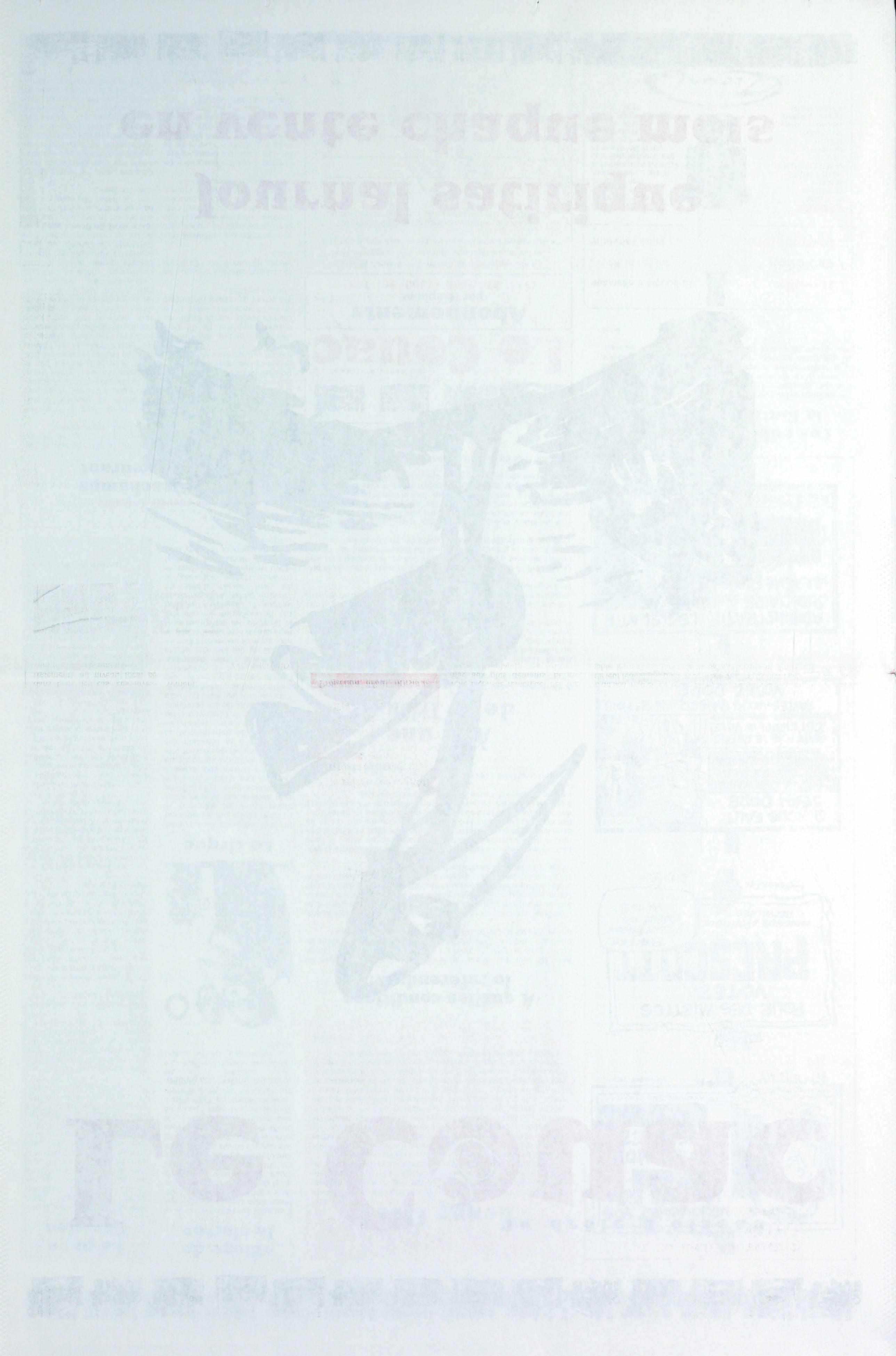
JFN

Yvon Deschamps,
Tout Deschamps,
Montréal, Lanctôt éditeur, 1998.

Un drôle d'oiseau

Le Couac

Journal satirique en vente chaque mois



Réinvestissement communautaire

Un projet de loi à adopter

Le député du Bloc québécois au parlement fédéral, M. Réal Ménard, représentant la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve a présenté à l'approbation de ses pairs un projet de loi (C-428) qui devrait être adopté dans les délais les meilleurs par les députés fédéraux, toutes appartenances politiques confondues.

M. Ménard s'est inspiré d'une loi américaine en vigueur depuis plus de 20 ans (Community Reinvestment Act), prescrivant aux institutions bancaires de ce pays de dévoiler les investissements qu'elles effectuent dans la région où elles sollicitent les épargnant, la clientèle et les investissements des citoyens. En somme, de réinvestir dans les régions une juste part des profits qu'elles y prélèvent.

Les Américains ont tous les défauts imaginables, mais ils ont un sens de la communauté, de la collectivité locale, à peu près inexistant dans «le plus beau pays du monde» de Jean Chrétien.

Le projet de loi du député d'Hochelaga-Maisonneuve, une des régions les plus économiquement sinistrées du Canada, a eu l'effet de débusquer les autorités politiques et bancaires:

«Les banques américaines, a déclaré le sénateur Michæl Kirby, président du Comité sénatorial sur les banques et le commerce, ont constaté que lorsqu'elles sont pressées de s'intéresser aux investissements dans les collectivités qu'elles desservent en vertu de la loi sur le réinvestissement communautaire, découvrent des occasions qu'elles auraient négligées. Et, dans bien des cas, ces investissements au niveau local se sont révélés très rentables».

MM. John Cleghorn et Matthew Barrett, patrons de la Banque Royale et de la Banque de Montréal, ont opiné du bonnet en se déclarant «tout à fait d'accord avec la mise en place par le gouvernement fédéral d'un système de divulgation des rendements des banques inspiré de la loi américaine». Idem, en d'autres mots, pour le PDG de la CIBC.

Devant ce cortège impressionnant d'appuis au projet de loi du député Ménard, les banques pourraient, sans attendre le couperet fédéral, mettre en place tous les dispositifs de la loi américaine sur le réinvestissement communautaire et soumettre le tout à l'approbation des actionnaires. Pendant 20 ans, la loi américaine a permis le réinvestissement de 435 milliards de dollars dans les collectivités du pays de l'Oncle Sam. À l'échelle canadienne, ce chiffre serait ramené à 43 milliards, soit plus de 2 milliards par ans dans les régions, une somme non négligeable pour combattre le cancer du chômage et sortir davantage de démunis de l'aide sociale. Déjà riches à craquer, les institutions bancaires canadiennes pourraient ainsi contribuer au relèvement économique des régions économiquement faibles, et qui sait, grossir leur pécule et contribuer à la plus-valeur de l'avoir de leurs actionnaires.

Chapeau au député Ménard! Son projet de loi est une initiative heureuse, il est porteur de promesses d'une plus grande équité entre des citoyens devant la colossale puissance des banques et la légendaire apathie des princes qui nous gouvernent.

YVES MICHAUD

Le puissant lobby des pauvres

Les travaux forcés

Monsieur F. a 47 ans. Il a travaillé pendant 14 ans pour une municipalité du Québec. Celle-ci a décidé récemment de donner une partie de ses travaux en sous-traitance. Monsieur F., avec d'autres, est versé au nouveau patron. Nouvelles conditions de travail, moins bonnes que les précédentes et patron «qui me jouait dans la tête», explique-t-il.

Le héros de cette histoire, pensant à sa santé mentale, quitte son emploi chez le sous-traitant. Il s'adresse à l'Assurance-emploi (ex-Assurance chômage, juridiction fédérale), où il apprend qu'il n'aura aucune allocation, parce qu'il a quitté volontairement son emploi.

Prochain arrêt: le ministère de l'Emploi et de la solidarité du Québec, l'aide sociale quoi. Il aura droit en principe à l'allocation pour personnes seules, soit 490$ par mois. Mais parce qu'il loue une chambre dans une maison où il y a moins de trois chambres à louer, le ministère lui enlève 100 $ pour partage de logement (partage presque toujours puni), puis 4$ de diminution de la compensation pour la TVQ.

Ensuite, coupure additionnelle de 150$ par mois pendant un an comme pénalité parce que Monsieur F. a quitté volontairement son emploi. Il lui reste 236$ par mois et le loyer mensuel de sa chambre est de 275$. Il est désespéré.

La morale de cette histoire est que Québec et Ottawa s'accordent à dire: t'as une job, garde-la, sinon c'est l'itinérance. Modèle 1998 des travaux forcés.

EVELYN DUMAS

Premier anniversaire du COUAC

une soirée couacante!

mardi 13 octobre

à 20h

au café Porté disparu, 957 av. Mont-Royal Est à Montréal.

Projection, débat, musique

ÉCONOMIE

Objectivité

Le Conseil du patronat du Québec estime que les clauses orphelin constituent «la moins pire des solutions» aux problèmes financiers des secteurs privé et public. Moins pire pour qui?

Vendue

Marie-Claude «Mc» Lortie prouve encore que les nouilles accompagnent très bien les boulettes. Dans sa *Presse*, elle décrit sans trouver à redire sur la brillante stratégie commerciale de McDo. Sous prétexte que le Québec enregistre le «plus haut taux de chômage, un plus bas taux d'épargne et une grande part de pauvreté», McDo a trouvé une nouvelle façon de refourguer des Big Mac aux plus démunis. Et Mc Lortie d'applaudir les brillants publicitaires. Après les Big Mac pour pauvres en spécial, un pauvre esprit critique avec tout achat d'une grosse presse.

Bravo

Les grandes compagnies sont toujours aussi généreuses. Imasco, au nom de compagnies membres, dont Imperial Tobacco et Pharmaprix, vient d'offrir aux Grands frères et Grandes sœurs de Montréal la rondelette somme de 5000$. (*La Presse*, 11-09) Déductible d'impôt, bien sûr. Soulignons cette étonnante générosité.

L'économie pour tous (2/12)

ADAM SMITH sans ses cornes

Le jour où l'on fera un concours pour déterminer le penseur que l'histoire aura le plus cocufié en lui faisant raconter le contraire de ce qu'il disait vraiment, Adam Smith sera un concurrent sérieux au titre de Monsieur N'importe Quoi.

Pauvre Smith, réduit à n'être qu'un pantin qui dit «Main invisible» quand on lui presse le nez et qui répète le reste du temps: «Le marché est beau, le marché est bon, et ron et ron petit patapon».

Remettons les pendules à l'heure.

Nous sommes au XVIII[e] siècle. Après d'autres, Smith se demande d'où vient la richesse d'une nation.

De l'accumulation de métaux, disaient les mercantilistes; de l'agriculture, seule productive, disaient les physiocrates.

Elle vient du travail productif qui fabrique des biens et du capital (qui est une accumulation de biens qui peut rapporter un revenu ou un profit), répond Smith. Puis, avant Taylor ou Ford, il souligne que la division du travail est utile car elle accroît la productivité. Voyez cette usine d'épingles, dit Smith: la spécialisation des tâches en 18 opérations augmente 240 fois sa production! Une nation s'enrichit donc en fabriquant des produits et en les transportant pour les échanger: vivent donc l'industrie et le commerce.

C'est cette réponse qui fait de Smith le premier économiste moderne. D'autant reconnu comme tel qu'il ajoute: vive la liberté. Car Smith avance aussi que la Providence a fait ce miracle qu'en l'absence de réglementation, chacun, œuvrant à son intérêt, travaille aussi, à son insu, au bien public. «En cela, comme en beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions». Voici l'Homo Economicus, doté de rationalité économique, calculateur manœuvrant entre offre et demande. Vive le marché libre, alors?

Non, du moins pas sans réserves ou précisons.

Car Smith est un libéral authentique et pas une des ces caricatures se réclamant de lui qui pullulent aujourd'hui et qui l'auraient horrifié. Si on le lit vraiment, on trouve en fait ceci.

Smith considère que dans des conditions de parfaite liberté, les marchés engendreraient l'égalité.

Ce partisan du libre-échange pousse de poignants cris anticolonialistes et déplore «la barbarie et l'injustice des Européens», coupables des «destructions et calamités» sur des «innocents et simples habitants» qui les avaient pourtant accueillis «avec bonté et hospitalité».

Il clame son dégoût pour ce qu'il nomme «l'infâme maxime des maîtres: tout pour nous et rien pour tous les autres» et sa crainte de ces maîtres dont il précise qu'ils sont «incapables de se réunir sans comploter contre le reste de la société».

Il dit son inquiétude et son indignation devant la montée, qu'il pressent, de leur redoutable puissance: «Les ouvriers désirent gagner le plus possible; les maîtres donner le moins qu'ils peuvent. Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat». Il rappelle encore que par la division du travail, certes économiquement rentable, l'ouvrier «devient, en général, aussi stupide et aussi ignorant qu'il est possible à une créature humaine de le devenir». D'où, pour finir, son insistance sur l'obligation qui incombe à tout État de fournir des institutions publiques d'éducation, en accordant justement la priorité «aux gens du peuple».

Ce qui précède n'étonne que si on a oublié que Smith était d'abord et avant tout un moraliste. D'ailleurs, à la fin de sa vie, il est une fois de plus à préparer une nouvelle édition de sa Théorie des sentiments moraux, qu'il estimait être son chef-d'œuvre. Ce livre détient la clé de sa théorie économique. Smith y faisait de la sympathie la source de la moralité, en la définissant comme la capacité de concevoir ce que nous ressentirions si nous étions dans la situation d'autrui. En économie, quoi qu'on en dise, il maintient fermement ce point de vue. Et sachant bien que ce domaine de la vie morale se prête trop bien à l'exaltation de l'égoïsme, il déplore «la corruption de nos sentiments moraux, résultant de notre disposition à admirer les riches et les grands et à ignorer ou négliger les personnes pauvres et misérables».

On est loin du Smith dont nous rebattent sans cesse les oreilles ces pignoufs de l'Université de Chicago qui s'en réclament pour chanter les louanges du marché et de la mondialisation. L'un d'eux, James Buchanan, Prix Nobel 1986, a pu écrire: «La situation idéale, pour une personne, est celle qui lui permet la pleine liberté d'action et qui inhibe les comportements d'autrui en les contraignant à adhérer à ses désirs. En d'autres termes, toute personne cherche à être en pleine maîtrise d'un monde composé d'esclaves».

Smith, comme toute personne saine, aurait vomi.

S'il devait réapparaître, après avoir accepté la paire de cornes qui lui revient, Smith s'empresserait d'aller cracher à la gueule de tout ce qui grenouille à l'université de Chicago et de toutes ces zoufs incultes qu'ils ont formé partout dans le monde et qui vont répétant: «Le marché est bon, le marché est beau...» On connaît: et ron et ron petits tas pas beaux.

Quelques années après sa mort, les corporations sont devenues pires que ce qu'il redoutait de pire. Elles sont aujourd'hui, tenez vous bien, des personnes immortelles et pourvues de droits. Une longue lutte juridique aura été nécessaire pour en arriver là, tout au long de laquelle se sera vérifiée la prédiction de Smith sur «l'infâme maxime des maîtres».

Smith lègue encore deux choses que je dois souligner, sans quoi les vrais économistes vont m'engueuler.

La première, c'est d'avoir posé les premières pierres qui permettront, un peu plus tard, d'aboutir à un traitement mathématique (sophistiqué) du marché, de ses acteurs, de l'offre et la demande, etc.

La deuxième, c'est une formulation précise de la distinction entre valeur d'usage («l'utilité d'un objet particulier») et valeur d'échange («la faculté que donne la possession d'un objet d'en acheter d'autres marchandises»). Se posera alors la question de savoir ce qui fait la valeur d'une produit du travail humain (le travail? l'utilité? la rareté?).

Smith, il me semble, était plutôt indécis, là-dessus; ou alors confus. Ou alors c'est moi qui ne veut pas piger ce qu'il dit. Mais il n'est pas interdit de penser, avec Oscar Wilde, que les économistes sont justement des gens qui, connaissant le prix de tout, ne connaissent la valeur de rien.

RAYMOND-LA-SCIENCE

SMITH, Adam (1776)
Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Garnier flammarion, 1991. 2 volumes.

BRUTALEMENT DIRECT

SFERRAND

AVEC TOUTES NOS FÉCILITATIONS

LE CHÔMAGE RECULE

Maladie

Michel Louvain, braillard de la dame en bleu, n'animera plus le téléthon de l'Association canadienne de la dystrophie musculaire. Il en demeure cependant le président d'honneur. Continuons de donner généreusement pour que l'Association puisse connaître des jours meilleurs.

Astro

Astrologie Féminin Masculin par Andrée d'Amour, aux Éditions de l'Homme: «Que je ne sois pas la seule à penser cela me rassure». Nous aussi.

Pâmée là

Une «critique» de la Première Chaîne de Radio-Canne est restée tellement ébaubie par le dernier CD de Céline qu'elle est allée jusqu'à «l'écouter en dormant». Ce qui est en effet le meilleur moyen de l'apprécier.

À l'index

La Tribune, journal ultraprogressiste, commande pour sa page éditoriale des billets à des religieux de la région sherbrookoise. Le 21 septembre, il publie donc cette réflexion de Lise Boulanger sur la nécessité de rétablir une certaine forme de censure pour les livres: «Justement parce qu'il n'y a plus ces autres qui font le tri, on doit prendre la relève. C'est un grand risque d'ingurgiter avec désinvolture tout ce qu'on nous sert. [...] Saurons-nous faire la différence, à travers nos acquisitions, entre le livre qu'on aurait dû laisser à l'étalage, celui à déconseiller et l'autre qu'on fera circuler?» Que nous revienne le bon temps de la censure et des soutanes pour que *La Tribune* puisse se consacrer enfin au seul Jean Charest!

Holà les philosophes !

Par un étonnant détournement de mots, certains philosophes voudraient nous faire croire que ce qui est actuel n'est pas moderne. Pour eux, le moderne est passé. Ils nous imposent en outre le terme mal conçu de «post-moderne». Certains avancent même la notion biscornue de «post-post-moderne».

Réfléchissons un peu, avec l'aide du petit Robert. On y décrit deux sens du mot «moderne»: «1° Actuel, contemporain. «*Pour un homme du XIIIe siècle, le gothique était moderne.*» (Malraux)» Et 2°: «(*Opposé à* ancien, antique) Qui appartient à une époque postérieure à l'antiquité.» Chacune de ces définitions est suivie d'un développement qui consacre les usages.

C'est la première définition qui est ici en cause. Ce qui vient après le moderne, c'est l'avenir. Le post-moderne n'existe pas encore. Il est donc absurde de prétendre le décrire. Ce que nos philosophes ont fait, c'est de donner arbitrairement le nom de moderne aux premières décennies de l'après-guerre, jusqu'aux années 1980. Dans les arts plastiques, cette période a vu apparaître le constructivisme, auquel répond aujourd'hui, en toute logique, le déconstructivisme.

Dans le domaine de la pensée, la période dite moderne était marquée par un optimisme foncier, une grande confiance dans la science et la technologie, et l'acceptation du capitalisme, rempart contre le communisme. Par contre, la période actuelle, qui est évidemment moderne mais qu'on a baptisée post-moderne, est caractérisée par une vaste remise en question. C'est le règne du doute, du scepticisme qui conduisent au pessimisme. Celui-ci engendre l'inquiétude, terreau fertile pour les sectes. Le passage inexorable du temps, annonciateur de la mort, effraie l'être humain qui est constamment tenté de retarder les échéances en figeant la vie. On s'étonne que les philosophes n'aient pas flairé ce piège.

Le petit Robert fait aussi mention de l'expression *modern style*, qu'on appelait aussi, au début du siècle, art nouveau. Ce style n'est évidemment pas moderne en 1998. Il aurait mieux valu lui donner un autre nom («nouveau», comme «moderne», s'use vite.) Dans le cas des périodes appelées moderne et post-moderne, nos amis philosophes se rallieraient-ils à l'idée de les nommer désormais «constructiviste» et «déconstructiviste»? Qui dit mieux?

La sémantique est futile, direz-vous? Pourtant, nommer les réalités est une manifestation essentielle de la culture.

MAX

Premier anniversaire du COUAC

une soirée couacante!
mardi 13 octobre
à 20h

au café Porté disparu,
957 av. Mont-Royal
Est à Montréal.

Projection, débat, musique

Quand le monde virtuel finit par devenir la réalité...

Vous vous souvenez des Tamagotchis, ces petites créatures virtuelles qui ont fait fureur l'année dernière au Japon et, de là, partout ailleurs? Substitut de l'animal domestique, ces bestioles électroniques ont fait le bonheur de millions d'enfants en mal de compagnie. La vogue est passée, mais voilà que certains trouveront à se réjouir avec l'arrivée sur le marché des petits copains virtuels. C'est une américaine, Cathy Hamilton, qui est à l'origine de cette entreprise qui a déjà vendu plus de 120 000 «Boyfriends in a box». Plusieurs modèles sont disponibles: Al-l'athlète, Max-le millionnaire, Stan-l'autodidacte, Clint-le cow-boy, Dave-le médecin (le plus populaire), Miles-le musicien, Frank-le pompier. Le principe est simple: en contrepartie d'une modique somme de 12 $, vous recevrez un kit de votre modèle préféré: des photos de différentes grandeurs pour mettre sur votre bureau ou dans votre porte-monnaie, trois faux messages téléphoniques indiquant qu'il a appelé en votre absence, et des petits mots signés de sa main dont l'un accompagnant un soi-disant bouquet de fleurs. Cathy Hamilton prétend que l'invention du *boyfriend* virtuel n'est qu'une bonne blague à faire à l'une de ses amies. Mais comment expliquer alors que ces Américaines, qui vivent par procuration la vie sexuelle de leur Président, ne tomberont pas dans le piège de la dépendance affective? Karen Schmidt qui s'est fait offrir Stan-l'autodidacte avoue: «je crois que je suis amoureuse de Stan» (*Le Nouvel Observateur*, 12-08). Elle n'est sans doute pas la seule. Une histoire à suivre, Mesdames. Sait-on jamais si le prochain prototype d'homme virtuel pourra répondre sur commande à vos envies les plus réelles...

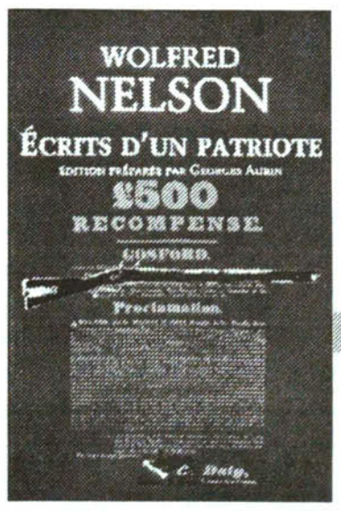
À venir: «Girlfriends in a box», avec comme premier choix un top-model, une infirmière et une nageuse, et une édition pour ados.

HÉLÈNE VISENTIN

La vitesse tue

Oui, 24% des Britanniques sont persuadés que la Princesse Diana a été victime d'un complot (*La Presse*, 24 août). Ah? Bon... Le motif serait simple: elle allait se convertir à l'Islam et encourager ses enfants à faire de même. Du coup, les Britanniques — et les Canadiens — auraient pu se retrouver sujets d'un monarque musulman. Passons sur cette analyse déjà absurde pour aborder des considérations plus pratiques: des agents de services secrets utiliseraient donc la méthode de la poursuite automobile pour éliminer des gens? On se demande dès lors pourquoi Oswald n'a pas poursuivi la décapotable du Président Kennedy dans les rues de Dallas jusqu'à ce que mort s'en suive... 24% des Britanniques pensent donc qu'il n'y a pas de moyen plus sûr pour se débarasser de quelqu'un que de le pourchasser en voiture dans une ville comme Paris jusqu'à ce que sa voiture percute un obstacle, tuant du coup la personne ciblée. Bien plus simple sans doute que des explosifs ou des balles et de faire passer le tout sur le dos de l'IRA... Et Gilles Villeneuve? A-t-il été lui aussi victime d'un complot?

ÉCRITS D'UN PATRIOTE DE 1837-1838



« Nous avons été forcés de faire voir que nous avions le courage de résister, si nous ne voulions passer pour un peuple esclave, lâche et dégradé. »

Wolfred Nelson

EN LIBRAIRIE

COMEAU & NADEAU

BULLETIN D'HISTOIRE POLITIQUE

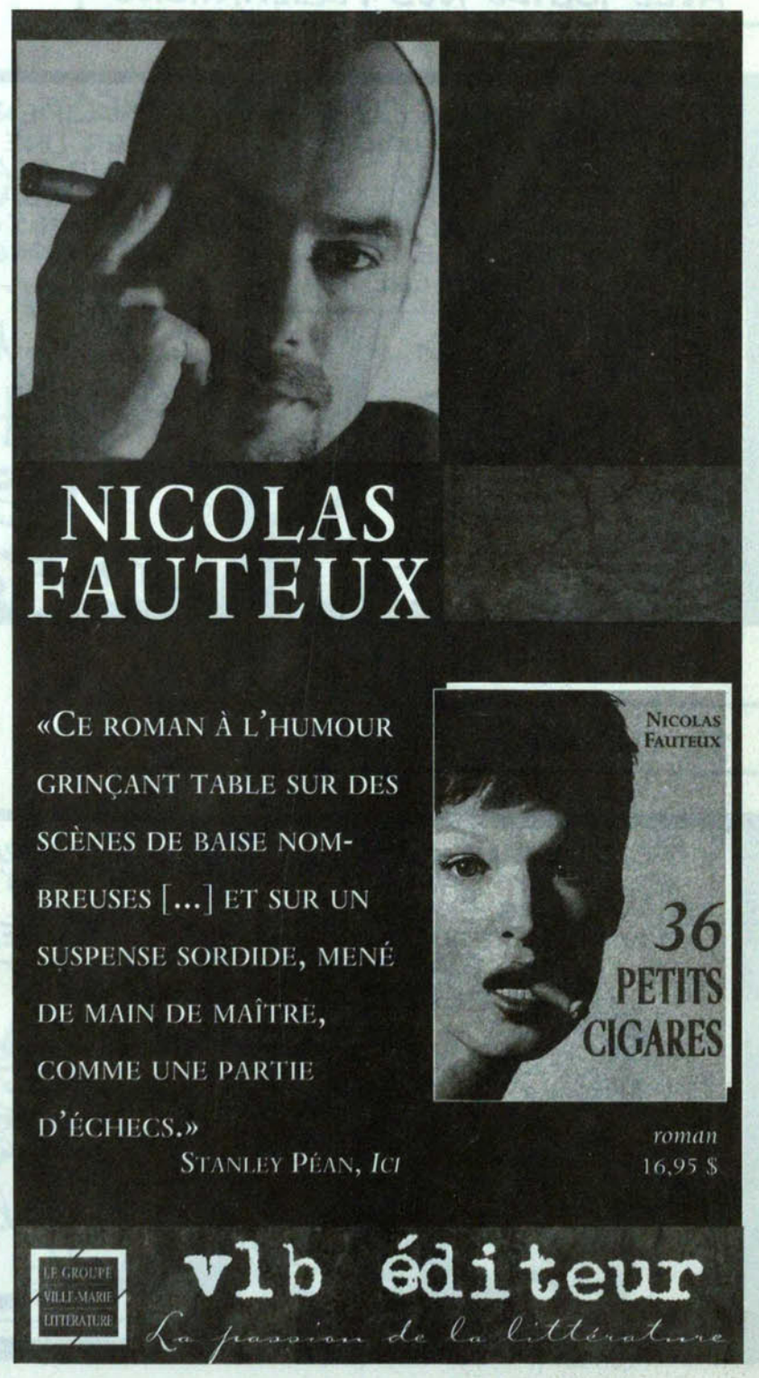
NUMÉRO SPÉCIAL:
Les rébellions de 1837-1838
au Bas-Canada

EN LIBRAIRIE
ou
ABONNEMENT D'UN AN: 40 $

Faites parvenir votre chèque libellé à l'ordre de l'AQHP,
a/s Pierre Drouilly, Département de sociologie, UQAM, C.P. 8888, succ.
Centre-Ville, Montréal, H3C 3P8

AQHP

Diffusion Prologue



Théâtre

Voir et entendre la « Beauté baroque »

Il y a événement théâtral au TNM, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais il n'y a pas scandale. Si, il y a un quart de siècle, la représentation des *Oranges sont vertes* a pu choquer les bienséances, aujourd'hui les propos grivois et dénonciateurs ont perdu de leur impact et laissent le spectateur impassible. Et clamer haut et fort que la pièce est encore actuelle, c'est vouloir avant tout circonscrire la place des *Oranges sont vertes* dans le cadre des festivités du cinquantenaire du *Refus global*. Ne soyons pas dupes. De toute façon, toutes les activités qui ont lieu autour de cette production — Nuit de la poésie, soirée de peinture et trois mini-colloques sur Gauvreau — témoignent de cette intention.

Quoi qu'il en soit, la mise en scène de Lorraine Pintal rend parfaitement justice au texte de Claude Gauvreau. La scénographie — de hauts pans de mur peints dans une variété de vert évoquent l'intérieur d'un appartement, lieu unique de la pièce —, les éclairages judicieux et surtout le formidable jeu des acteurs dont il faut souligner la présence scénique toujours aussi efficace de Pierre Lebeau, tous ces éléments donc font des *Oranges sont vertes* un spectacle haut en couleur mené par des mains de maître.

La pièce met en scène un poète-critique, Ivirnig (Pierre Lebeau) qui, à la suite du suicide de sa maîtresse (Marie-France Marcotte), sombre dans une déchéance qui lui vaudra la trahison de ses amis peintres dont il avait lancé la carrière. Causée par l'intolérance de ses contemporains, l'incompréhension de ses proches et le conformisme ambiant, la dégénérescence sera vite rattrapée par la mort de l'artiste, ce «semeur de liberté». Revanche assurée : tel un *deus ex machina*, le retour du mystérieux Batlam assurera l'éternité à Ivirnig.

Cette intrigue dramatique est ponctuée de tirades contre la morale sexuelle, le clergé et la censure («La censure, c'est la gargouille qui vomit hideusement son plomb liquide sur la chair vive de la poésie ! [...] La censure, c'est l'apothéose de la bêtise ! La censure, c'est le rasoir gigantesque rasant au niveau du médiocre toute tête qui dépasse !...»), ces grandes idées qui ont fait l'apanage d'une époque marquée par la pensée automatiste.

Suffisamment baroque, subversif et suggestif, le texte de Gauvreau ne nécessite cependant aucune surenchère. À ce sujet, j'émettrai une réserve quant au dénouement des *Oranges sont vertes*. Je fais explicitement référence à cette dernière image, le retour de Batlam et de ses compagnons, que la metteure en scène Lorraine Pintal a voulu plus ostentatoire qu'imposante, en faisant surgir ces corps nus à la mitraillette, alors que Claude Gauvreau recommandait non sans raison que «tout ce qui les [Batlam et ses compagnons] concerne soit de couleur orange : leurs habits, leurs chemises, leurs cravates, leurs gants...». Batlam n'est pas un exhibitionniste, mais un vengeur de «l'égrégore», de la liberté non respectée. Trop vouloir exposer la nudité sur scène, c'est chercher le scandale là où il n'y en a pas, là où il n'existe plus. Pour éviter de brouiller le véritable enjeu de la scène finale, Lorraine Pintal aurait mieux fait de s'en tenir aux recommandations de Claude Gauvreau, comme elle le fait pourtant ailleurs dans sa mise en scène.

Enfin, un mot sur le texte qui, à la simple écoute, n'est pas toujours d'accès facile et peut sembler obscur. D'une part, le langage *exploréen* propre à Gauvreau est d'une telle «abstraction lyrique» qu'il est difficile à pénétrer. D'autre part, la rapidité à laquelle les acteurs déclament le texte rendent à certains endroits le propos inaudible. Est-ce parce que Gauvreau précise dans une didascalie qui ouvre sa pièce que «les tirades doivent être débitées à un train d'enfer» ?

N'empêche que la pièce de Gauvreau est un long poème que l'on aime ou que l'on n'aime pas, mais qui reste un monument à visiter, parce que les mots du poète ont une force démesurée, une violence hors du commun et une résonnance inhabituelle. *Les Oranges sont vertes* est un théâtre lyrique qu'il faut voir non pas parce qu'il est actuel, mais plutôt parce qu'il est intemporel, faisant resurgir à la mémoire la figure d'un grand poète qui a marqué notre littérature.

HÉLÈNE VISENTIN

Les Oranges sont vertes
Théâtre du Nouveau Monde
Jusqu'au 10 octobre

Notes sur la nouvelle télé

Croyez-le ou non, mais la nouvelle saison télévisuelle se veut à l'image des gens d'ici. On se hait, on s'aime et on se pète de la broue. Trois exemples.

Ça pue le fiel

Vous connaissez Geneviève St-Germain ? Sachez qu'elle est rédactrice en chef de l'émission *Black Out au Lion d'or*, le nouveau *talk show* à sensations de Quatre Saisons. Si, si, vous avez bien lu : rédactrice en chef. Elle a des idées, du style, la coucoune. La preuve : *Voir* la publie.

Dans l'édition du 10 septembre, chronique Grandes gueules, elle défend avec rage son émission contre les «pseudo-intelligentsias subventionnées». «C'est cette violence vécue, ressentie, écrit-elle, qui captive ici plus encore que les péroraisons postmodernes usées, explications lénifiantes et autres salmigondis.» La phrase est obscure (pourquoi salmigondis ?), mais pleine de mots compliqués, ce qui lui donne une patine vaguement intellectuelle. Et puis, il faut respecter ce qu'exprime la Walkyrie du gros motton, puisque, comme tous les crétins qui passent à son émission, elle aussi a le droit de cracher le méchant.

Hé, arrête de postillonner, j'ai de la bile partout !

Pour en avoir le coeur net, j'ai écouté l'émission du 15 septembre. À l'ordre du jour : la culture gaie. Les homosexuels prennent-ils trop de place ? Pourquoi tiennent-ils à avoir l'air fif ? J'ai écouté, et j'ai assisté au spectacle de la haine ordinaire. Mis en scène dans un cadre bordélique et houblonneux, mais de la haine ordinaire quand même. Pas très sympathique. Et je devrais m'en branler d'admiration ?

Sa logique : pour réussir à combattre la médiocrité de la télévision actuelle, faisons pire. Si je passais à son émission, pour demeurer dans le ton, je la traiterais de crisse de demeurée. Mais je n'y irai pas, même si on nous a invités. Alors...

N'arrête pas, je sens que ça vient

Mais il n'y a pas que de la haine à la télé. Y'a de l'amour aussi. Heureusement.

René-Richard Cyr anime à Télé-Québec une sorte de thérapie de groupe qui s'intitule *Le plaisir croît avec l'usage*. Il s'agit d'inviter quelqu'un en studio et de lui crier «on t'aime» sur tous les tons pendant quatre-vingt dix minutes. C'est le principe du coup de cœur qui prévaut ici : des artistes défilent devant l'invité et chantent, dansent, récitent, jouent des choses qu'il aime bien. C'est du Sonia Benezra subventionné par l'État.

Tout le monde est bon, tout le monde est fin. Tant d'amour qui dégouline, on n'a jamais vu ça.

J'ai vu une émission avec Louise Beaudoin. Le cas de la ministre est intéressant, car plus on la flatte dans le sens du poil, plus on sent l'érection de sa grande bibliothèque.

On a su que Mme Beaudoin aime bien la chanteuse Isabelle Boulay, qui est d'ailleurs venue en studio chanter un petit air. Jacques Godin a quant à lui lu un extrait de *Raisons communes* de Dumont. Mme Beaudoin était bien contente. Elle est repartie enchantée. Elle va en parler à ses amis. Elle va s'abonner. Elle va en acheter trois caisses. Elle va donner des sous au petit rossignol du Théâtre d'Aujourd'hui.

Y aura-t-il un jour une émission où l'on pourra discuter franchement sans chuter dans tant de complaisance ? C'est épouvantable ici comme la culture et les artistes sont protégés dans l'écrin asphyxiant des bons sentiments.

Fais-moi peur

La haine, l'amour, tout ça, c'est des sentiments cuculs. Ce qu'il faut, c'est du spectaculaire, du flyé coco.

Réjouissons-nous, puisque Robert Dutrizac, Laurent Saulnier et Richard Martineau occupent la case d'une autre émission culturelle à Télé-Québec : *Les francs tireurs*. Un *show* vachement conceptuel, chose, punché et rentre-dedans, qui nous débarrasse enfin de notre complexe ancestral québécois. Télé-Québec s'affirme d'ailleurs dorénavant comme une télé entièrement débarrassée de tout. Une vraie télé québécoise, fière de sa nouvelle lobotomie d'automne.

Les francs tireurs, donc. Imaginez une chambre de motel à la Wim Wenders où trois grands abrutis jouent à «fais-moi peur». Composée de trois chroniques (deux reportages et une interview) d'une durée d'à peu près 7 minutes chacune, c'est une émission sur le chic qui fait choc mais qui fait chier. Incroyable le rien que l'on peut y dire en si peu de temps.

Le 15 septembre, il y avait un reportage sur les femmes et le poil, une interview avec une bédéiste pornographe et un reportage *toute fucké pis super cool que Laurent Saulnier y'a faite su'l'téléphone cellulaire*. Le plus horripilant, c'est que ces Messieurs espèrent du spectateur qu'il s'exclame de stupéfaction devant tant d'audace. Or, l'émission veut explorer de nouveaux faits de société, mais elle ne retient de la société que des traits de surface. Ça devient spectaculaire à force d'insignifiance.

Le spectateur, s'il veut de l'audace, il ira la chercher ailleurs. Car les seuls à s'exciter de cette émission sont les trois abrutis. Il ne vit pas à Outremont, le spectateur. Ni dans une chambre de motel habitées par des momies alternatives.

À la fin de l'émission, ces trois messieurs se sont dévêtus le haut du corps pour... pour quoi au juste ? Ah oui, pour montrer leur poil. Cohérence thématique oblige.

MARCO DE BLOIS

Gais lurons

D'après les panélistes de l'émission *Black Out*, la culture gaie n'existe pas. La question reste ouverte, mais ce qui est sûr c'est que chez les concepteurs de l'émission, gai ou pas, la culture est absente.

Gais lurons (bis)

Dès la deuxième émission, Martineau et sa bande se mettent à poil. Si Richard Martineau est déjà à court d'idées, sa barbe elle n'est malheureusement pas assez longue.

Gais lurons (ter)

Martineau et ses larrons se mettent à poil. Heureusement qu'il n'y a pas de culture gaie !

Incendie au théâtre du Quat' sous

De fougueux acteurs ont carrément brûlé les planches. (Blague fumeuse)

Schizo

Rien de mieux qu'une interview avec Richard Martineau dans *La Presse* du dimanche (20-09) pour débuter la journée.

Première révélation à la journaliste Lucie Lavigne : «Dans ma tête, c'est comme si j'avais 57 canaux». Cela signifie qu'il paie autour de 60$ par deux mois pour avoir des idées et que ça griche dans son cerveau quand il utilise son rasoir électrique.

Autre aveu : «[quand je zappe] j'ai l'étrange sentiment d'être omnipotent. D'être... Dieu !» C'est Jacques Godbout qui va être jaloux.

Plus éblouissant encore : «Ma fille, deux ans, sait manipuler toutes les télécommandes de la maison. Enregistre ses propres émissions de *Teletubbies* [...]. Elle connaît les fonctions "Rewind" et "Fast Forward"». D'aucuns sont d'avis qu'elle est tellement brillante qu'elle va bientôt remplacer Nathalie Collard au *Voir*.

La cerise sur le sundae : «J'aime plutôt faire partie de ce flot d'images. Vous zappez, tombez sur Céline Dion, Monica Lewinsky et là pouf ! j'apparais.» Drôle d'échantillonnage. Il a sucé la bite à qui, lui ?

MdB

Un drôle d'oiseau
Le Couac

Abonnements
par téléphone :
(514) 274-5468 • (800) 361-1431

- Abonnement régulier d'un an : 25 $ + taxes = **28,76 $**
- Abonnement régulier de deux ans : 45 $ + taxes = **51,76 $**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 50 $ + taxes = **57,51 $**

PAR LA POSTE. FAITES PARVENIR VOTRE CHÈQUE À L'ORDRE DE :
PÉRIODICA 1155, avenue Ducharme, Outremont (Québec) H2V 1E2

Nom _____
Adresse _____
_____
Code postal _____ Téléphone _____

Premier anniversaire du COUAC

une soirée couacante!
mardi 13 octobre
à 20h

au café Porté disparu,
957 av. Mont-Royal
Est à Montréal.

Projection, débat, musique

L'enfance transfigurée

Après une quinzaine de recueils de poèmes, Denise Desautels reprend sur un autre mode, quasi autobiographique, le «récit poétique» de *La Promeneuse et l'oiseau* (1980). Par tableaux et portraits successifs, progressifs, les étapes d'une libération se dessinent. Récits ou récit? Au singulier, car la mémoire est vive, unique, la filiation et les parentés bien marquées.

L'enfance serait banale, entre le plateau Mont-Royal et les étés au lac Maskinongé, sans la dizaine de morts qui la ponctue. «À l'origine», celle du père dès 1950. Puis celle des grands-parents, de jeunes oncles, d'enfants amis. Malgré ces tragédies, tout est mesuré, nuancé, modulé. L'écriture met «en mouvement l'obsession», lui donne «une autre vérité, plus légère».

Le Bonheur circule en personnage, sinon en personne comme dans le monologue de Deschamps. Contrairement à la Mort, cette froideur, le «fauve» insuffle à ses proies vie et ardeur. Il transfigure la vie quotidienne, en attendant l'art, l'écriture: «formes, couleurs, mots; pour ne pas disparaître». Grâce aux «stratégies du souvenir», de l'oubli, le vide devient «habitable» parce que dicible, visible.

Un important intertexte ne fait pas de *Ce fauve, le Bonheur* un livre de professeure. Les voix fraternelles des poètes québécois et des écrivains étrangers se mêlent aux réminescences formidables, aux conversations, aux confidences, au *cri* de la peinture de Van Gogh. La «chambre à soi» dont rêve l'adolescente sera celle de Vincent en Arles, «qui penche» dangereusement et pourtant résiste, resplendit. «Les rêves ne seraient donc pas si éloignés des choses réelles»?

LAURENT MAILHOT

Denise Desautels,
Ce fauve, le Bonheur,
Montréal, L'Hexagone, 1998.

Livre

Docteur ès carmouches

Le docteur Ferron est un monument de nos lettres nationales. Cependant, si on relit ses contes et récits fréquemment, auxquels on s'entend pour accorder, d'ailleurs à juste titre, une souveraine originalité, ses textes polémiques, eux, pour une bonne part, demeurent plutôt méconnus. Aussi, en rééditant ces *Escarmouches* d'abord parues en 1975 et quasi oubliées depuis, la collection Bibliothèque québécoise fait-elle œuvre utile puisqu'elle nous convoque à une rencontre marquée au sceau du bonheur de croiser le fer.

À la figure du pamphlétaire teigneux qui ronchonne en carburant au ressentiment, Jacques Ferron oppose celle du polémiste bien portant, goguenard, qui manie l'ironie mordante avec un plaisir non dissimulé. Politiques, médicales ou littéraires, les escarmouches qu'il déclenche sont animées d'un esprit festif qui reste contagieux malgré toutes les années qui nous en séparent.

Sur le plan politique, le docteur socialiste ne ménage pas ses cibles. Il s'en prend allégrement au gouvernement fédéral et surtout à Trudeau (qu'il décrit comme une boursouflure d'ambition totalement dénuée d'envergure intellectuelle) à qui il attribue la responsabilité de mille et un petits complots mesquins destinés à assouvir leur complexe anti-québécois, surtout dans le cadre de la crise d'Octobre. De même, les soi-disant socialistes du Canada anglais (du CCF-NPD, Frank Scott) se voient accusés de fausse représentation et renvoyés à leur opportunisme foncier: «Le socialisme de nos compatriotes anglais n'est qu'un masque pour continuer la seule politique qu'ils aient jamais eue au Canada: imposer leur domination, catchup on the steak coast to coast.»

Cela dit, à mes yeux, c'est lorsqu'il se fait mouton noir de la pratique médicale que Ferron nous offre ses meilleurs moments de pugnacité. Sensible à la détresse des humbles que la maladie laisse sans voix, il devient alors sans merci pour ses collègues spécialistes à l'esprit borné qui, affirmant guérir leurs patients, psychiatriques surtout, les décervèlent à tout jamais à coups de théories fumeuses appliquées. Imbus de leur science trop souvent douteuse, coupés du milieu immédiat de leurs malades, refusant de tenir compte des injustices sociales qui sont à la source de multiples malaises contemporains, ces «arrogants qui s'infatuent de la misère des maladies» mangent leur claque sous la plume de Ferron qui n'y va pas de main morte: «La médecine ne s'exerce pas sans tromperie. On ne parle plus guère du sacerdoce, cela serait ridicule: plus de vicaires ni de petit curés; à cause de leurs revenus, tous les médecins sont archevêques.»

Escarmouches, enfin, fait place à des commentaires littéraires (dont un, dévastateur, sur «la niaiserie du *Refus global*») dans lesquels Ferron, se faisant trop allusif, perd de sa force de frappe.

On savait, depuis sa mort en 1985, qu'un grand écrivain nous avait été enlevé. (Re)lire *Escarmouches* aujourd'hui, malgré l'invitation au carnaval qui s'en dégage, vient ajouter à la tristesse en nous obligeant à une interrogation troublante: se pourrait-il que le docteur des pauvres ait été le dernier véritable humaniste de sa profession au Québec? Vos réponses, docteurs!

LOUIS CORNELLIER

Jacques Ferron, *Escarmouches*,
Montréal, Bibliothèque québécoise, 1998.

Comme les cochons

Parce que vous avez un faible pour les textes qui font rire et penser, parce que chez vous qui rêvez à autre chose qu'au «désenchantement du monde», «réalisme» et «pragmatisme» font joyeusement défaut, il y a fort à parier que vous apprécierez le livre de Gilles Châtelet *Vivre et penser comme des porcs*. Le titre fait écho à cette phrase de Deleuze et Guattari dans *Qu'est-ce que la philosophie?*: «Il n'y a pas d'autre moyen que de faire l'animal (grogner, fouir, ricaner, se convulser) pour échapper à l'ignoble: *la pensée même est parfois plus proche d'un animal qui meurt que d'un home vivant, même démocrate.*»

Conduite avec la rigoureuse férocité de son esprit de mathématicien, de philosophe et de polémiste, l'analyse de Châtelet décrit le procès, depuis la fin de la décennie 1970, qui a réussi à substituer au citoyen libre «l'homme moyen» des démocraties-marchés contemporaines. «Être passé de la chair à canon à la chair à consensus et à la pâte à informer est certes un progrès. Mais ces chairs se gâtent vite: la matière première consensuelle se transforme en une unanimité populiste des majorités silencieuses qui n'est jamais innocente. À ce populisme classique se greffe désormais un nouveau populisme yuppie — un techno-populisme — qui entend bien afficher sa post-modernité carnassière, prompte à digérer le best-of des biens et services de la planète.»

Et c'est sans abuser de la théorie de la conspiration qu'il démonte les mystifications et dénonce la Triple alliance politique, économique et cybernétique des néo-libéraux, qui cherche à rendre rationnelle et même festive (avec tout le cortège New Age, du nomade, de la fluidité, du chaos), la «guerre de tous contre tous».

Le tempérament harmonieux de pamphlet et d'essai, la logique et l'extrême concision de l'argumentation, l'humour dans les analogies et les allégories, tout cela contribue à le garder abordable pour qui consent à faire un petit effort d'attention et de bon sens — or ce dernier est, selon Descartes, «naturellement égal en tous les hommes.» Et rien que parce qu'il dévoile des sens particuliers à des phénomènes de notre temps qu'on croyait comprendre, ma foi c'est un livre magnifique, terrible et nécessaire.

SABINA BADILESCU

Gilles Châtelet,
Vivre et penser comme des porcs,
De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés,
Paris, Exils, 1998.

Kokis et Conrado

Sergio Kokis n'est pas un grand peintre si l'on en juge par ses illustrations, mais il fait un excellent papa pour Conrado. Il comprend et explique tout. Avec un sens de l'observation qui n'a d'égal que la (télé)vision personnelle du monde de son petit héros, qui sait, lui aussi, «mettre en scène des narrations selon des thèmes», avec de bons mots, des bandes de punks, des mamans suceuses, des papas travestis, des villages schtroumpfs. Conrado a des «souvenis imaginaires» et des cauchemars réels.

Kokis et Conrado ne sont pas du côté des travailleurs dits «sociaux», des psys et des *loques* (excepté le vieux gros Dr Poulin), mais des gros-bras, grands-cœurs: un menuisier, des chauffeurs d'autobus, des préposés à l'entretien, le camionneur Joe Plamondon (Yosemite Sam) et la serveuse Lise (Miss Piggy). Le second personnage du roman est cependant le 911, polyvalent.

Un sourire blindé, mais jamais statique, est affiché par ce petit cœur d'acier, voyeur muet dont les dents de lait pourries, recouvertes d'amalgames, brillent «d'un éclat agressif comme celles des monstres de l'espace» connus par la BD et les dessins animés. Les titres des quatorze chapitres sont bibliquement conventionnels, de Babel à Sodome, des Limes au Quatrième Sceau, de l'ange au désert — pour ce roman d'apprentissage plein de couleurs, de bruits et de fureurs, de fausses naïvetés, d'ironie mordante. Pourquoi pas «Tatoués et tatouages», «Pelotte», «Tonco» ou «Le pasteur qui pète»?

La mère dominicaine de Conrado, Natividad, oppose son «pays-dimanche» originel au «pays de merde» gelée où elle a abouti. *L'Hiver de force*, donc, ou *Une saison* dans la vie d'un enfant déplacé, mal placé, qui ne connaît «aucun papa bricoleur», aucune vraie bonne cuisinière, nul «ivrogne magnifique, ni de musicien, de bandit ou de grandes fêtes de famille». Il n'apprend que le langage de la télévision, les règles de l'hygiène, du hockey et du baseball; à rouler les cigarettes, décapsuler les bières, ne pas répéter les blasphèmes.

Seul l'enfant invisible sait voir, le muet parler: «tout son corps se mit à pleurer». Son psychologue, pédagogue, romancier, tantôt lui prête, tantôt lui emprunte sa voix, son discours. Conrado n'en pense pas moins: les filles ne savent pas «tout à fait jouir» quand elles sont petites, l'amour sentimental imposé est parfois pire que le viol sexuel. Conrado est mûr pour l'école, mais le bonheur domestique avec Joe et Lise lui suffira-t-il?

LAURENT MAILHOT

Sergio Kokis, *Un sourire blindé*,
Montréal, XYZ éditeur, 1998.

Le carnet du cinéphile las

Atmosphère, atmosphère...

Toute l'histoire a commencé par une chronique de Nathalie Petrowski qui déclara, dans *La Presse* du mercredi 2 septembre: «Au Festival des films du monde, y'a pas d'atmosphère, la la lère». Déclaration à ce point stupéfiante qu'on en cause encore dans les chaumières.

Parmi les reproches traditionnellement formulés à Serge Losique, il y en a un qui revient chaque année et qui se nomme «absence d'atmosphère». On n'en sort pas. Les journalistes qui couvraient le FFM ont d'ailleurs reconnu la chanson de Petrowski. Ils l'ont trouvée plus entraînante que jamais et l'ont tous chantée en chœur à tour de rôle sur un rythme de gospel. One, two, three:

On veut de l'atmosphère
Yes, Lord, de l'atmosphère
Et de la bonne bière
Du glamour, des paillettes
Yes, Lord, des paillettes
Et Tom Cruise en bobettes
Oh yeah, Lord

Puis ils se sont tout à coup transformés en vacanciers du club Med qui exigent un remboursement parce que les promenades en pédalo ont été annulées.

Il y a des critiques importantes à adresser au FFM, mais concentrer le tir sur des questions d'atmosphère, c'est viser à côté. D'ailleurs, avez-vous remarqué que ce débat n'a intéressé personne à part les chroniqueurs des gazettes? Les journalistes sont ainsi faits: ils veulent des cocktails, des 5 à 7 bien arrosés, du champagne aux frais de la princesse, et quand ils n'ont pas leurs petits privilèges, ils râlent, et, pour se venger, ils écrivent qu'il n'y a pas d'atmosphère.

Les gens, eux, se sont rués dans les salles de cinéma, ils ont vu des films (pas tous très bons, mais ça, c'est une autre histoire), ils étaient heureux. Ils n'allaient pas au FFM pour picoler dans les salles de réception de l'hôtel Wyndham, mais pour voir des films, point.

Même que Radio-Canada a dépêché ses caméras sur les lieux du FFM pour faire enquête. En plein Téléjournal, v'là-ti pas qu'on apprend qu'au FFM, y'a pas d'atmosphère, la la lère. Remarquez par ailleurs que la télévision d'État n'a pas fait un seul effort pour couvrir correctement l'événement. La culture, ça n'intéresse plus grand monde à Radio-Canada. Seule cette histoire d'absence d'atmosphère semble l'avoir excitée. Inouï.

Le vendredi 18 septembre, le Téléjournal (encore!) consacrait du temps d'antenne aux déboires du FFM. Une table ronde réunissant un distributeur, une critique et un consultant en cinéma était précédée d'un reportage de Maxence Bilodeau sur le Festival of Festivals de Toronto. Reportage à la fois révélateur et stupide.

Stupide parce que Bilodeau mouillait son froc en exhibant les stars d'Hollywood débarquant à pleines limousines à Toronto. Révélateur parce qu'on se rend bien compte que les stars d'Hollywood n'ont rien à foutre de ce qui peut se passer à Montréal. Elles ne vont pas à Toronto pour promouvoir l'amitié entre les peuples, mais leur produit et leur petit nombril. Pour cette raison, Montréal ne réussira jamais à occuper la place stratégique de Toronto dans le marché américain. Qu'on se fasse à l'idée.

Le dira-t-on haut et fort une fois pour toutes: les stars, le glamour, tout ça, on s'en fout! Je le répète pour que ce soit bien clair: on s'en contre-saint-ciboirise. Meryl Streep et Cie: rien à branler. Le géniteur d'Anne-Marie Losique a réussi a attirer cette année l'insignifiante Sandra Bullock (la chauffeuse d'autobus de *Speed*), mais ça aussi on s'en fout, et royalement.

Cela dit, la table ronde du Téléjournal avait de bien qu'elle rappelait quelques aberrations. Dont celle-ci, la plus importante: le FFM est une entreprise privée appartenant à Serge Losique. Tant que les commanditaires et les subventionneurs s'intéresseront à lui, il mènera son festival comme bon lui semble.

Pourtant, tout le monde s'entend pour dire que l'accueil des étrangers au FFM est inexistant, que Losique se fâche avec tout le monde, qu'il a une personnalité détestable et que personne ne désire plus passer par Montréal. On a su que Louise Beaudoin s'apprêtait à mettre ses culottes en demandant à Pierre Lampron, président de la SODEC, un rapport sur l'état des lieux. Mais on sait que les rapports ont la fâcheuse manie de s'endormir sur les tablettes.

Alors, quelques suggestions. D'abord, que le Festival cesse de se prendre pour un marché et qu'il soit un rendez-vous cinéphilique. Qu'il laisse à Toronto ce que Toronto a le loisir de faire. Qu'il mise sur une centaine de bons films plutôt que sur trois cent navets trouvés n'importe où. Surtout: que l'État exige de Losique qu'il modifie le statut de son entreprise. Il est important qu'il ait à rendre des comptes à un conseil d'administration et que des programmateurs soient engagés pour défendre leur sélection.

Il peut même, s'il veut trouver du financement, vendre des calendriers avec des images de sa fille dans douze positions différentes.

Et enfin, dernier souhait: que certains scribes cessent de faire chier avec leurs caprices d'enfants gâtés au champagne.

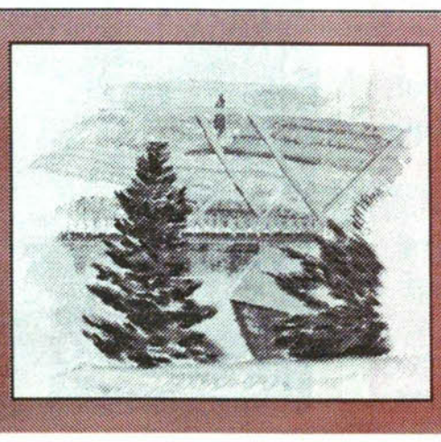
MARCO DE BLOIS

Premier anniversaire du COUAC

une soirée couacante!
mardi 13 octobre
à 20h

au café Porté disparu,
957 av. Mont-Royal Est
à Montréal.

Projection, débat, musique



Sur
Saint-Denys Garneau
et quelques autres...

LIBERTÉ 238

août 1998
158 pages 6$

Dans les meilleures librairies